



Assemblée générale

Soixante-troisième session

Documents officiels

8^e séance plénière

Mercredi 24 septembre 2008, à 15 heures
New York

Président : M. d'Escoto Brockmann (Nicaragua)

La séance est ouverte à 15 h 15.

Allocution de M. José Manuel Zelaya Rosales, Président de la République du Honduras

Le Président (parle en espagnol) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Honduras.

M. José Manuel Zelaya Rosales, Président de la République du Honduras, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (parle en espagnol) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. José Manuel Zelaya Rosales, Président de la République du Honduras, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Zelaya Rosales (parle en espagnol) : Monsieur le Président de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale, permettez-moi de vous transmettre les salutations les plus chaleureuses et les plus sincères du Gouvernement et du peuple honduriens; des salutations que je transmets également à toutes les nations et à tous les peuples ici représentés. Je vous félicite, Monsieur, distingué représentant de la République du Nicaragua, d'être aujourd'hui à la tête de cette Assemblée mondiale. Votre prestige en tant qu'homme de paix et de concorde et en tant que bâtisseur de rêves et d'utopies a été reconnu dans le monde entier, comme en témoignent les nombreux prix

qui vous ont été décernés et qui, à travers vous, honorent tous les peuples d'Amérique centrale.

Le Honduras, qui assure en ce moment la présidence *pro tempore* du Système d'intégration de l'Amérique centrale, tient à saluer le travail de l'Organisation des Nations Unies et saisit cette occasion pour rendre également hommage à la volonté des Présidents de l'Amérique centrale de faire avancer le processus d'intégration de leur région. L'Europe, à travers la Commission européenne, a reconnu que la région du monde qui est la plus unifiée et en passe de devenir la plus intégrée est l'Amérique centrale, bien entendu après l'Europe. Il s'agit d'un processus très important, puisque l'intégration intervient dans des secteurs et des domaines importants pour notre société.

Francisco Morazán a été le martyr qui a donné sa vie pour la cause de l'union de l'Amérique centrale et pour la réforme libérale contre les ennemis de l'indépendance et de la liberté, qui s'opposaient à lui à l'époque. Aujourd'hui, les peuples du Honduras et de l'Amérique centrale continuent de lutter pour l'unité et l'indépendance économique. Ces dernières années, le Honduras a atteint des indices de croissance se situant entre 6 % et 7 % et nous avons réussi à faire des progrès en matière de réduction de la pauvreté, et reconnu également l'importance internationale et nationale de la protection de l'environnement. Le Honduras est devenu une destination touristique important des Caraïbes en raison de la beauté des îles de Bahía, Guanaja, Utila et Roatán.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



Mais tous ces progrès réalisés dans l'économie et dans la lutte contre la pauvreté sont aujourd'hui menacés par la crise et l'ampleur internationale des fraudes financières ourdies par les grandes multinationales du monde. Les événements graves qui nous plongent aujourd'hui dans une crise alimentaire et énergétique, les prix élevés des carburants et l'effondrement des systèmes financiers, en particulier ici aux États-Unis, montrent que ce que moi-même et d'autres présidents disons ici aujourd'hui sont des vérités historiques irréfutables.

Dans nos pays par exemple, et notamment au Honduras, la pauvreté et l'inégalité qui règnent dans nos sociétés continuent à augmenter. L'État continue de s'affaiblir au fur et à mesure des privatisations, et le capital s'est concentré entre quelques entreprises et quelques mains, ce qui réduit la capacité de produire et de favoriser le développement pour nos populations. Ces dernières années, la mauvaise répartition des richesses et des revenus s'est enracinée encore davantage. Au Honduras, moins de 1 % de la population détient 70 % des richesses nationales, et 10 familles à peine, associées au capital international, contrôlent les principales activités économiques du pays, ce qui a donc pour résultat d'appauvrir le reste de la population.

Au cours de ces deux derniers siècles de l'histoire de l'humanité, nos peuples et notre région ont résisté avec beaucoup d'héroïsme, de dignité et de stoïcisme, aux assauts de ce système cruel qui nous régit. Le Pape lui-même, Jean-Paul II, en est arrivé à qualifier ce système de capitalisme sauvage. L'immoralité du système mercantiliste, qui exploite les hommes et les femmes pour les transformer en de simples marchandises, en numéros, et les lois impitoyables et démoniaques du marché, ne satisfont que la richesse et le pouvoir d'un petit nombre au détriment de la grande majorité de nos sociétés. Ils croient être des dieux infailibles. Ils sont comme un sinistre protégé, jouent avec les peuples comme le chat avec la souris et assument le rôle du dieu grec Saturne qui dévorait ses enfants de peur qu'ils ne le détrônent, mais aujourd'hui, compte tenu de la logique des règles du marché, ses fils le dévorent lui, leur propre créateur, dans le berceau même du capitalisme, dans les grands sommets de Wall Street ou dans les capitales de l'univers spéculatif du capital.

Le trafic international des stupéfiants, par exemple, de même que le trafic international des armes et le trafic international des êtres humains, comptent

parmi les autres fléaux qui empêchent les peuples en développement de parvenir à la liberté et à l'indépendance économique auxquelles nos nations aspirent. La soumission de nos pays pauvres aux diktats économiques du grand capital international est tout à la fois brutale et surprenante. Le capitalisme, nous pouvons bien le dire, dévore les êtres humains et, aujourd'hui, paradoxalement, dévore aussi les créateurs mêmes du système. Nous allons en donner deux exemples bien précis. Ces 20 dernières années au Honduras, beaucoup de producteurs – dans différents secteurs – ont augmenté leurs exportations, mais je voudrais parler plus particulièrement du café. Les petits producteurs de café ont, au bout de 20 ans d'effort, fait passer leurs exportations de 200 à 600 millions de dollars. Mais ces 12 derniers mois – en un an à peine – avec la multiplication par deux de la facture énergétique, de la facture pétrolière, de la facture alimentaire, de la facture du blé et de la facture des principaux produits que nous consommons, nous sommes en train de perdre ce que nous avons acquis au bout de toutes ces années d'efforts.

Autre exemple : ce qui s'est passé ici avec les mandats des Nations Unies. En 2000, l'Organisation des Nations Unies a convenu qu'il fallait réduire la pauvreté de moitié au moins d'ici à 2015 mais nous savons qu'on en est loin. L'objectif de réduction de la pauvreté ne sera pas atteint, de même que les promesses de contributions faites par la communauté internationale aux pays en développement ne se sont pas concrétisées. Nous pourrions citer en contre-exemple le fait qu'à chaque dollar que la communauté internationale consacre à la coopération correspondent 10 dollars dépensés pour la course aux armements.

Un autre exemple extraordinaire est donné par ce qui se passe aujourd'hui avec la faillite des grandes institutions bancaires. On se dépêche de fournir des fonds à ces institutions. Avec un tiers seulement de ce que l'on propose de fournir aujourd'hui pour sauver ces institutions bancaires qui ont créé des capitaux spéculatifs – soit 700 milliards de dollars – on pourrait réduire, voire éliminer, la pauvreté en Afrique, en Asie ou en Amérique latine. Ce système est le pendant contemporain du Roi Midas qui voulait tout transformer en or et en profits pour un secteur donné. Avec ce système, nous ne serons jamais libres. Nous le savons et nous devons accepter cette nouvelle condition d'esclavage et de néocolonialisme qui nous domine et nous exploite.

La question qui se pose à nous, les pays en développement en particulier, est de savoir si nous pourrions nous sortir de cette situation difficile dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. La réponse est que cette crise peut être réglée et que l'on peut y faire face. Premièrement, l'État doit de nouveau assumer la fonction qui lui incombe sur le plan social. Il faut mettre le capital au service de l'édification d'une société véritablement équitable. L'objectif ne doit pas être de détruire le marché mais simplement de bâtir une économie de marché sociale. Le capital doit exister, mais avec des garde-fous. Il faut définir les limites du capitalisme pour en finir avec sa dure loi de la jungle. Le but ne sera pas d'éliminer la libre entreprise et le libre-échange mais de limiter et contrôler les abus et d'humaniser et de sensibiliser les responsables.

Nous devons appuyer un véritable processus démocratique, non seulement au sein des organismes internationaux, mais aussi à l'intérieur de nos pays. Il faut réformer la fausse démocratie, celle qui use de divers moyens politiques pour légitimer ce système d'exploitation et d'injustice. Cette fausse démocratie, dans laquelle les hommes et les femmes ne sont vus que comme de simples électeurs, comme des instruments ne servant qu'à répartir le pouvoir et dont la conscience est manipulée par le plus offrant, pour lesquels on monte une comédie politique dans laquelle les détenteurs de la richesse imposent leur irrationalité mercantile à la majorité des exclus et des marginalisés du système, cette démocratie doit être réformée, améliorée et renforcée pour devenir une véritable démocratie. C'est selon cette logique des démocraties politiques que l'on contrôle les gouvernements, on manipule les États, on privatise les services essentiels et on endoctrine toute la société à l'aide de l'idéologie du profit, de l'égoïsme et de l'individualisme.

L'impérialisme en tant que système de domination des pays et des échanges commerciaux doit disparaître de la surface de la terre. Le XXI^e siècle et les populations du XXI^e siècle ne devraient pas avoir à payer pour les brutalités et les excès commis au XX^e siècle.

Nous convenons que la propriété doit exister car elle a une fonction sociale. De tout temps, depuis que l'on a commencé à établir une organisation sociale dans le monde, la propriété a été envisagée dans le cadre de la propriété collective. Seule une autorité peut intervenir sur les marchés spéculatifs, comme c'est le cas aujourd'hui aux États-Unis. Les commerçants et

leurs porte-parole ne devraient pas avoir le droit de contrôler la société. Les domaines stratégiques de l'économie doivent être au service et sous le contrôle de l'État afin qu'il n'y ait pas de pénurie d'aliments, de médicaments, et que l'on ne vole pas les consommateurs. Les profits que produisent le travail, la richesse et le capital doivent être mieux répartis, dans nos sociétés, entre leurs véritables propriétaires – les ouvriers, ceux qui le produisent, les capitalistes, le consommateur et l'État – pour le bien commun.

Les grandes sociétés transnationales qui produisent des médicaments et des produits chimiques doivent mettre à la disposition des pays en développement les brevets sur les découvertes technologiques qui nous serviraient à améliorer la vie de nos compatriotes et de nos citoyens. C'est un moment de solidarité humaine.

En outre, il faut éliminer la concurrence déloyale des marchés en supprimant les subventions des pays industrialisés et les obstacles tarifaires et non tarifaires. Cela constituerait un bon message de la part de la communauté internationale, une marque de bonnes intentions en ces moments de crise à l'égard des peuples qui, autrefois, ont été colonisés par ces pays, pour que ces derniers ne nous considèrent plus uniquement comme des réserves de chasse mais comme leurs frères en humanité.

Je suis persuadé que les peuples du monde peuvent être unis, donner des réponses différentes et de proposer des alternatives à ce système primitif, qui tue et détruit tout ce qui se n'adapte pas à ses lois impitoyables.

Les pays développés ont une responsabilité vis-à-vis des peuples. Vous savez parfaitement. Aujourd'hui, du haut de cette tribune, nous voulons dire au monde développé, au monde industriel, que nous lui sommes reconnaissants pour la coopération qu'il nous a fournie à certains moments, mais que nos pays et nos peuples n'ont pas besoin d'aumône. Nous ne sommes pas venus demander l'aumône.

Ce que nous voulons, c'est l'égalité, le respect, le droit à des perspectives d'avenir et le droit de participer. Nous ne voulons pas être victimes des asymétries dans l'économie et des différences existant dans les pays développés. Nous ne voulons pas que l'on nous impose des recettes, des recettes qui n'ont contribué qu'à appauvrir nos nations. Nous ne voulons pas recevoir de leçons sur la façon de gérer nos économies. Nous voulons plutôt que l'on nous donne

des exemples de solidarité et de responsabilité pour faire face aux grands problèmes auxquels sont confrontées les nations, que l'on nous donne des exemples nous permettant de faire la distinction entre les choses importantes pour les êtres humains et les choses matérielles. Nous disons aux pays développés que s'ils nous offrent une aide, qu'ils ne nous imposent pas de conditions pour en bénéficier. Qu'ils ne nous obligent pas à adopter un modèle néolibéral qui asphyxie et exploite nos communautés.

Nous ne pouvons plus continuer de mesurer le développement des pays à l'aune des gains des grandes sociétés. Le développement doit se mesurer en fonction de l'accès des jeunes à l'emploi et à l'éducation, des enfants à l'alimentation, des femmes et des mères aux hôpitaux, des malades à des soins et des personnes sous-alimentées à l'alimentation.

Nous disons respectueusement aux membres du Groupe des Huit (G-8) que cette organisation d'envergure mondiale devrait être élargie pour comprendre des pays représentant les cinq continents et inclure des pays de l'Amérique, notamment le Mexique, le Brésil, la Bolivie, Cuba et des pays d'autres latitudes comme l'Inde. Le G-8 devrait accroître ses capacités de dialogue avec l'Amérique centrale ou le Marché commun du Sud (MERCOSUR), où l'on compte tant de sociétés qui pourraient apporter une contribution sous forme d'idées, parce que parfois, les idées valent mieux que l'argent.

Les pays qui coopèrent devraient s'efforcer de respecter les systèmes nationaux et ne pas imposer de systèmes de réception de l'aide importés de leurs pays, afin que soient respectées les priorités ainsi nationales et les systèmes que chaque pays a établis dans le cadre de ses programmes ainsi que les plans de gouvernements légitimes élus par le peuple.

De même, nous voulons demander respectueusement aux pays européens et aux États-Unis d'Amérique de faire un geste de bonne volonté compte tenu des problèmes auxquels nous nous heurtons du fait des déséquilibres financiers qu'ils ont provoqués en respectant les droits des immigrants qui se trouvent déjà sur leur territoire. Nous voudrions également rappeler que les habitants actuels de l'Amérique et de l'Europe ont eux aussi été des immigrants sur ces terres.

Qu'est-ce que cela coûte de promouvoir le regroupement familial des immigrants et de procéder à leur régularisation au lieu de les expulser? Immigrer

est un droit de l'homme, non un délit, et nous devrions l'envisager dans le cadre du respect de la société. Nous aspirons tous à la paix et à l'harmonie, et c'est là la meilleure manière d'y parvenir.

L'élargissement du Conseil de sécurité est aussi une préoccupation mondiale. Comme d'autres présidents l'ont dit du haut de cette tribune durant des décennies, nous estimons que cette démocratisation au sommet de l'Organisation des Nations Unies est nécessaire et que c'est là qu'il faut commencer à donner l'exemple. On pourrait débattre ainsi des véritables problèmes de l'humanité et trouver des solutions.

Nous devons donc œuvrer à l'établissement d'une nouvelle pédagogie, une nouvelle manière d'éduquer nos peuples, nos enfants et les générations futures. En cultivant, comme le veut la logique, la véritable liberté pour nos nations, la liberté de la presse, la liberté de circulation, une liberté honnête, qui permette au peuple de connaître la vérité sur ses difficultés, sans manipulation, sans mensonge.

Cette nouvelle pédagogie que nous proposons aujourd'hui à l'Assemblée peut être promue par l'intermédiaire des programmes des Nations Unies pour le développement. Il faut commencer à enseigner la valeur de la solidarité entre les êtres humains, entre les pays et entre les différentes organisations que nous représentons ici. Cette pédagogie devra démontrer concrètement que les biens matériels et l'argent n'occupent pas le centre du monde. C'est l'être humain qui doit et devra toujours être au centre du monde, aujourd'hui et demain, les hommes, les femmes, les jeunes, les enfants, les vieillards, qui sont dotés d'une âme et façonnés à l'image du Créateur de l'univers.

Pour conclure, j'aimerais prendre le temps de citer un poème intitulé « L'Or ». Elle est du poète et écrivain hondurien Alfonso Guillén Zelaya et exprime bien en vers les événements dont nous avons parlé aujourd'hui devant cette auguste Assemblée.

« L'or a tué chez les hommes la communion
originelle
il a divisé la terre et perverti l'amour
jadis la faim n'existait pas
dans tous les champs les fruits étaient libres
les eaux, le gibier et la plaine étaient libres...
il n'y avait pas de maîtres, il n'y eut jamais de
voleurs;
la vie était faite de paix, d'amour et de douceur,
les gens étaient bons comme les bénédictions.

Mais, Seigneur des êtres bons,
 Vos dons s'en sont allés
 Nous voici condamnés à vivre sans fortune,
 nous tous qui avons confectionné
 nos vêtements avec l'or des astres
 et l'argent de la lune. »

Telle est morale chrétienne, la morale que porte le message d'aujourd'hui, de demain et de toujours et que doit accepter ce monde profondément matérialiste et peu spirituel. C'est le message qu'a transmis le Maître de Galilée lorsqu'un potentat l'a abordé pour lui demander : « Maître, que dois-je faire pour avoir la vie éternelle? », et qu'il lui a répondu : « Laisse tout ce que tu as et suis-moi ».

Je termine par ces phrases de liberté, c'est ce dont nos sociétés ont le plus besoin aujourd'hui. Faisons en sorte que cette liberté prêchée par nos grands hommes – par Martí, par Bolivar, par Morazán – transforme le destin de la mondialisation pour en faire une mondialisation de la solidarité, de la justice et de l'harmonie entre les peuples. Nous devons regagner la confiance en la collectivité pour qu'elle-même retrouve confiance en la raison et dire à la minorité que la raison d'être de l'État ne réside pas dans de simples considérations matérielles. Cet argument aliénant est insoutenable pour les pauvres du monde.

Je lance un fervent appel cet après-midi pour que nous nous levions en faveur de la liberté et de la paix de tous les peuples et nations de la Terre, et des principes exprimés et ratifiés lors de cette soixante-troisième Assemblée générale des Nations Unies. Parce que je crois fermement qu'un monde nouveau, un autre monde, un monde meilleur est encore possible. Nous nous sommes unis pour défendre des questions importantes dans d'autres pays, nous nous sommes unis pour défendre la position du Président bolivien Evo Morales, afin qu'il soit respecté et parvienne à instaurer une démocratie sociale, comme il l'a préconisé. Sur la base de ces principes, nous avons signé l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA) et, sur la base de ces principes, nous espérons que la communauté internationale accorde également à Taiwan, qui le demande, la solidarité dont elle a besoin sur le plan international.

Nous souhaitons que les bénédictions de Dieu pour vous, vos familles et vos nations deviennent une réalité, aujourd'hui, demain et toujours.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président

de la République du Honduras de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. José Manuel Zelaya Rosales, Président de la République du Honduras, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Armando Emilio Guebuza, Président de la République du Mozambique

Le Président (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Mozambique.

M. Armando Emilio Guebuza, Président de la République du Mozambique, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Armando Emilio Guebuza, Président de la République du Mozambique, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Guebuza (*parle en portugais; texte anglais fourni par la délégation*) : Monsieur le Président, nous voudrions nous associer aux orateurs précédents qui vous ont félicité pour votre élection à la présidence de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale. Nous sommes convaincus que, sous votre direction sage et diligente, nos délibérations seront couronnées de succès. Nous saisissons cette occasion pour vous assurer de notre pleine collaboration et vous souhaiter plein succès dans votre importante mission.

Nous voudrions exprimer notre gratitude à votre prédécesseur, Srgjan Kerim de l'ex-République yougoslave de Macédoine, pour le pragmatisme et le dynamisme dont il fait preuve pour diriger les travaux de la soixante-deuxième session. Nous exprimons en outre de nouveau nos remerciements au Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, pour son engagement en faveur de la recherche de la paix, de la justice et de solutions aux divers défis que doit relever l'humanité.

Nous sommes confrontés à un nombre croissant de problèmes nouveaux et complexes. Parmi eux, la crise alimentaire est l'une des préoccupations principales de mon pays du fait de son impact direct et immédiat sur les vies de notre population. L'origine de cette crise est peut-être liée à des facteurs tels que les changements climatiques et les précipitations

irrégulières qui en découlent et qui ont des effets négatifs sur la productivité agricole; la désertification de vastes zones et les sécheresses dans le monde; la demande accrue de céréales; l'augmentation des prix du pétrole et son impact sur les prix des transports et d'autres produits tels que les matières premières agricoles; les effets de la libéralisation du commerce et des subventions agricoles dans les pays développés qui ont entraîné une baisse graduelle de la production agricole dans les pays en développement; et enfin, la distorsion des prix des céréales de par le monde.

Une fois que les causes de la crise seront identifiées, il incombera à la communauté internationale d'appliquer de manière vigoureuse et régulière les solutions pertinentes et nécessaires. Grâce à ce processus, la crise peut devenir une occasion de renforcer les partenariats internationaux et de développer nos pays.

Dans ce contexte, il est important de souligner que la coopération internationale stimule la relance de la productivité des cultivateurs dans les pays en développement, contribuant ainsi à transformer rapidement l'agriculture de subsistance qu'ils pratiquent actuellement en agriculture commerciale. Cette coopération comprend une amélioration de l'accès à des semences améliorées, et à des engrais, et des pesticides, des investissements dans l'infrastructure pour assurer l'accessibilité des marchés ainsi que la gestion de l'eau. En conséquence, nous réaffirmons la nécessité d'appliquer les recommandations pertinentes énoncées à la Conférence des pays les moins avancés sur les règles de l'Organisation mondiale du commerce et la crise alimentaire.

De même, nous préconisons un appui aux efforts régionaux comme le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), et aux travaux en cours de la Communauté de développement de l'Afrique australe afin de mener une action collective pour atténuer les effets de la crise alimentaire et permettre de nouveau à l'agriculture de jouer son rôle pour assurer l'approvisionnement alimentaire des peuples de l'Afrique du Sud et leur garantir de meilleures conditions et une meilleure qualité de vie.

Le Mozambique est exposé aux catastrophes naturelles et tributaire de la dynamique des cours internationaux des produits alimentaires et pétroliers. Ces facteurs font peser une grave menace sur la mise

en œuvre des programmes socioéconomiques du Gouvernement. Malgré les progrès notables qui ont été enregistrés dans notre production de manioc et de maïs, nous importons toujours de grandes quantités d'autres produits alimentaires. En conséquence, toute fluctuation du cours des céréales dans le monde affecte immédiatement la vie quotidienne de la population.

Le Mozambique est doté de ressources naturelles qui se prêtent à une agriculture mixte. Toutefois, la pénurie de ressources financières et la faiblesse des réseaux bancaires dans les zones rurales, conjuguées à l'insuffisance des infrastructures et des technologies permettant d'assurer le développement de l'agriculture commerciale, n'ont pas permis de porter notre production à des niveaux permettant de répondre aux besoins alimentaires de notre population. La situation est aggravée par les défaillances des systèmes de distribution et de commercialisation, ce qui fait qu'il est difficile de distribuer et commercialiser les produits provenant de certaines zones excédentaires dans les zones qui en ont besoin. En outre, les catastrophes naturelles cycliques qui nous ont frappés ont substantiellement réduit la surface des zones de plantation, contraignant ainsi leurs habitants à vivre en permanence dans le besoin. Ces catastrophes ont également entraîné l'érosion et l'appauvrissement des sols, et en conséquence l'insécurité alimentaire et la malnutrition pour la population.

M. Choquehuanca (Bolivie), Vice-Président, assume la présidence.

Pour faire face à la crise alimentaire, notre gouvernement a approuvé en juin dernier un plan d'action en faveur de la production alimentaire pour la période 2008-2011. Ce programme a été conçu comme un mécanisme d'application de la Révolution verte, lancée en 2007, qui vise des objectifs spécifiques. Nous sommes conscients que l'application conjointe de ce plan d'action et de la Révolution verte nécessitera des ressources supplémentaires; et nous sollicitons donc ces ressources supplémentaires pour ces programmes. Nous reconnaissons l'effet positif de la Révolution verte sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, étant donné que l'on ne peut pas penser au lendemain, à l'éducation ou à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes lorsqu'on a faim.

En février 2008, nous avons lancé l'Initiative présidentielle pour les femmes et les enfants. Plusieurs réunions ont alors été organisées avec des

professionnels de la santé, des dirigeants religieux et traditionnels, des femmes et des jeunes. Pendant ces réunions, qui ont été reproduites au niveau local, il est devenu manifeste que les questions de santé faisaient partie intégrante des OMD. Même si les progrès enregistrés sont considérables, ils ne sont pas suffisants pour avoir une incidence sur la réduction du nombre de décès évitables au Mozambique.

Il ressort de nos évaluations que nous pourrions, par exemple, notamment réduire la mortalité maternelle de plus de 50 %. Nous pourrions diminuer la mortalité infantile de 17 %. Nous pourrions améliorer sensiblement l'accès aux thérapies antirétrovirales et au traitement contre la tuberculose et le paludisme. Nous pourrions d'ici à 2010 faire en sorte que plus de 95 % des mères et des enfants dorment sous des moustiquaires traitées aux insecticides. Toutefois, pour réaliser ces rêves, nous sommes tributaires d'un financement supplémentaire de 4 dollars par habitant et par an dans le secteur de la santé, jusqu'en 2010. En outre, nous avons besoin de 10 millions de dollars supplémentaires pour des moustiquaires. Les 590 millions de dollars nécessaires pour combler le déficit au cours des sept années à venir pourrait nous aider à former et embaucher environ 20 000 agents sanitaires. Ce chiffre augmenterait le nombre de docteurs de 119 % et le nombre d'infirmiers et de mères ayant accès aux soins de santé augmenterait de 68 %.

Notre rêve est de prévenir davantage les décès prévisibles. Comme nous l'avons indiqué, nous ne pouvons pas réaliser ce rêve nous-mêmes. Nous avons besoin du soutien prévisible, substantiel et durable de nos partenaires afin de répondre aux besoins que je viens d'évoquer. Nous avons besoin d'un système de soins de santé efficace et du soutien coordonné de nos partenaires internationaux, qui nous permettra de parvenir à la réalisation de l'OMD 8 concernant la création de partenariats mondiaux pour le développement.

Nous souhaitons cependant saisir cette occasion pour saluer et encourager la persévérance du mouvement de solidarité international d'aide à l'Afrique, et du Mozambique en particulier, dans le domaine de la santé maternelle et infantile en vue de réaliser tous les engagements pris lors du Sommet du Millénaire. Dans de nombreuses parties du monde, des fonds ont été levés et des initiatives ont été prises pour apporter un soutien à nos programmes. Cette interaction avec nos partenaires a conduit à la

formation du consensus nécessaire sur les priorités et les stratégies pour garantir un développement durable.

Le monde change et, avec tous ces changements, de nouveaux défis mondiaux sont apparus. L'Organisation des Nations Unies constitue l'institution universelle dotée d'une légitimité et d'un mandat pour débattre des stratégies et pour trouver des solutions à ces défis de taille. Cependant, des réformes structurelles sont nécessaires afin d'améliorer la capacité de l'Organisation de surmonter les défis actuels. À cet égard, l'ONU doit poursuivre le processus de réformes afin de parvenir à une plus grande cohésion et d'être mieux à même de fournir des réponses adaptées aux défis qui nous attendent, qui vont exiger que nous renforçons le multilatéralisme et encourageons des partenariats pour la paix, la sécurité et le développement partout dans le monde.

Je conclurai en réitérant l'importance de la coopération internationale afin de garantir la production de denrées alimentaires suffisantes et à des prix abordables, et de parvenir à un consensus durable pour la réforme de l'ONU.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Mozambique de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Armando Emilio Guebuza, Président de la République du Mozambique, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Toomas Hendrik Ilves, Président de la République de l'Estonie

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République d'Estonie.

M. Toomas Hendrik Ilves, Président de la république d'Estonie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M Toomas Hendrik Ilves, Président de la République d'Estonie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Ilves (*parle en anglais*) : Permettez-moi tout d'abord de féliciter M. Miguel d'Escoto Brockman qui a été élu Président de l'Assemblée

générale, et de lui souhaiter plein succès dans l'exercice des tâches et des responsabilités qui lui sont confiées. Je souhaite également exprimer ma reconnaissance et mon respect à son prédécesseur, M. Srgjan Kerim, pour l'efficacité avec laquelle il a conduit les travaux de la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale.

Je serai bref. Je voudrais évoquer aujourd'hui les trois thèmes suivants : les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et la manière de les réaliser; les désastres naturels et l'aide humanitaire; et la guerre entre la Géorgie et la Russie, ainsi que certaines des conclusions que l'on peut en tirer.

Je vais commencer par les objectifs du Millénaire pour le développement. Il ne faut pas oublier que la moitié du temps qui nous est imparti pour réaliser ces objectifs est déjà écoulé. Et pourtant, avons-nous réalisé la moitié de nos objectifs? Comme le Secrétaire général Ban Ki-moon l'a rappelé ici il y a 20 jours, nous avons des raisons d'en douter. Certaines réalisations peuvent être considérées comme des progrès notables, notamment un accès plus large à l'éducation, une réduction nette de la mortalité infantile, un allègement de la dette pour les pays en développement, un accès à l'information et aux technologies de communication en hausse pour les peuples des pays en développement, etc. Nous avons fait des progrès dans la lutte contre le VIH/sida.

D'autre part, les progrès enregistrés sur le plan de la coopération dans les domaines du commerce et du développement sont minimes. D'après le rapport du Secrétaire général, on voit bien que, même si les pays donateurs ont accru leur aide officielle au développement, le flux actuel d'assistance financière au cours des deux dernières années est en baisse.

L'Union européenne, dont fait partie l'Estonie, est sur la bonne voie pour ce qui est de consacrer 0,7 % de son revenu national brut à l'aide au développement, objectif fixé par l'ONU. L'Estonie contribue de plus en plus à l'effort international; son aide au développement a en effet quadruplé depuis 2004.

Outre la baisse réelle de l'aide au développement, nous avons souffert de sérieux revers quand les négociations commerciales du Cycle de Doha ont abouti à une impasse et quand le thème principal a été une intégration plus efficace des pays en développement dans un système commercial mondial fondé sur l'égalité et les réglementations.

Je tiens à mettre en avant certaines positions basées sur des questions de principe qui sont fondamentales pour l'Estonie, et qui font également partie de la Déclaration du Millénaire des Nations Unies.

Tout d'abord, chaque nation est principalement responsable de son propre développement. Afin de veiller à leur bon développement, les pays en développement doivent renforcer leur infrastructure et leurs capacités administratives, intensifier leur lutte contre la corruption et mettre de l'ordre dans leur environnement économique. C'est le seul moyen de créer des conditions acceptables pour transférer efficacement l'aide au développement et pour augmenter les bénéfices de l'aide déjà reçue.

Une corruption très répandue, des capacités administratives inefficaces et un climat économique inerte font que l'opinion publique des pays donateurs a du mal à être favorable à une augmentation de l'aide au développement. En un mot, nos électors – et je parle là, bien sûr, des pays démocratiques où les élections sont libres et régulières – ne comprennent pas pourquoi leurs impôts sont dépensés de cette manière.

Deuxièmement, les organisations et États donateurs peuvent améliorer l'efficacité de la coopération pour le développement en coordonnant et normalisant mutuellement les procédures utilisées dans ce domaine.

Enfin, je voudrais souligner que l'Estonie appuie fermement le Premier Ministre britannique Gordon Brown et le Secrétaire général Ban Ki-moon dans leur initiative d'Appel à l'action pour les objectifs du Millénaire pour le développement. L'objectif est de sensibiliser le grand public quant à l'importance d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Cette année, l'Estonie a également rejoint cette initiative. Personnellement, j'espère que le Secrétaire général Ban Ki-moon avait raison lorsqu'il a dit que les OMD étaient encore réalisables si nous agissons dès maintenant.

Le deuxième mercredi d'octobre marque la Journée internationale de prévention des catastrophes. À cet égard, contrairement à la lutte contre la pauvreté ou les maladies, nous ne pouvons bien sûr pas nous fixer d'objectifs qui puissent être exprimés en sommes monétaires. Nous pouvons toutefois formuler et mettre en œuvre des mesures susceptibles d'aider à minimiser les risques et les menaces qui pèsent sur les gens et leurs biens, et d'éviter ou réduire la destruction des

infrastructures physiques et la dégradation de l'environnement. Il nous est ainsi possible de limiter les pertes et d'alléger les souffrances de la population, ce qui peut permettre d'éviter les soubresauts sociaux et économiques que les catastrophes naturelles ont déclenchés à plusieurs occasions au cours de l'histoire.

Dans le cas des catastrophes humanitaires, qu'elles soient naturelles ou le fait de l'homme, il est de la plus haute importance que les secours arrivent sur place dès que possible et que l'accès des experts humanitaires soit assuré, indépendamment de leur nationalité ou de l'État ou organisation qu'ils représentent. Malheureusement, on a récemment connu un certain nombre de situations où divers pays n'ont autorisé l'aide étrangère qu'à des conditions très spécifiques. Du fait de telles politiques, ce sont les plus faibles et les plus vulnérables de tous qui souffrent le plus.

Comme je l'ai dit précédemment, je voudrais parler des événements récents qui ont encore cours dans le sud du Caucase, et plus précisément le conflit militaire entre la Géorgie et la Russie. Divers problèmes complexes se posent mais, ici, à l'Assemblée générale, je voudrais soulever une seule question, fondamentale : Que signifient ces événements pour nous, les Nations Unies?

Pour commencer, nous devons comprendre que les principes qui régissent les relations entre États ont été gravement mis à mal. Il est éminemment regrettable que les principes fondamentaux de l'ONU, tels qu'ils sont inscrits dans la Charte, comme le caractère inacceptable de la menace d'employer la force ou d'une agression réelle contre l'intégrité territoriale d'une nation, aient été violés de manière flagrante et grotesque. Ces principes doivent être et demeurer la base de l'activité de l'ONU et du Conseil de sécurité. Par conséquent, nous avons le droit d'exiger et de nous assurer que l'Organisation soit capable de convaincre un Membre de retirer ses contingents militaires du territoire d'un autre État Membre souverain et de mettre fin à son agression.

La capacité de l'ONU de répondre aux attentes placées en elle ne saurait dépendre du fait que ledit État Membre choisit ou non d'agir conformément aux bonnes pratiques du droit international. Autrement, l'Organisation perd sa raison d'être. Nous ne pouvons tolérer que le droit international soit uniquement respecté de façon sélective et seulement lorsqu'il est

avantageux de le faire, faute de quoi il n'est plus question de droit.

L'attitude de la Russie dans les semaines qui ont suivi la cessation des hostilités nous a montré que, malheureusement, même dans la première décennie du XXI^e siècle, il est possible de refuser d'adhérer aux traités internationaux, de les interpréter de manière arbitraire et de n'observer les lois internationales que lorsqu'elles présentent un intérêt immédiat. Un membre permanent du Conseil de sécurité devrait être particulièrement soucieux de respecter les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies. Cela nous oblige une fois encore à conclure qu'il est impératif, dans l'intérêt de la communauté internationale, d'améliorer la capacité de l'ONU de régler le conflit. Au vu des événements récents, il importe clairement de poursuivre la réforme du Conseil de sécurité.

Les événements du mois précédent dans le sud du Caucase mettent en lumière un autre problème. Même avant que le conflit armé n'éclate, la Géorgie était la cible d'une guerre électronique tournée vers les sites Web du Gouvernement ainsi que ceux des agences de presse et des banques. Dans le cas des attaques et techniques de guerre électronique, il est sans cesse plus difficile d'identifier et d'appréhender les auteurs. Comme je l'ai dit l'an dernier à cette même tribune, les attaques informatiques sont un problème international – une véritable forme d'agression – qu'aucune nation n'est à même de contrer seule. Des attaques de ce type peuvent être lancées contre toute nation sur quelque continent que ce soit et à partir de n'importe quel continent.

L'administration et le maintien de l'ordre dans le monde virtuel en vue d'empêcher les attaques criminelles ou hostiles appellent une vaste coopération et la normalisation des réglementations internationales pertinentes. J'exhorte tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies à se pencher avec le plus grand sérieux sur les risques associés à la sécurité informatique. L'Estonie, qui jouit d'une grande expérience pour ce qui est d'affronter et de repousser les attaques électroniques, est prête à offrir ses compétences pour contrecarrer cette nouvelle forme d'agression criminelle.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République d'Estonie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Toomas Hendrik Ilves, Président de la République d'Estonie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Bingu Wa Mutharika, Président de la République du Malawi

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Malawi.

M. Bingu Wa Mutharika, Président de la République du Malawi, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Bingu Wa Mutharika, Président de la République du Malawi, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Mutharika (*parle en anglais*) : Je saisis cette occasion pour féliciter M. d'Escoto-Brockmann de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-troisième session. Je veux aussi en profiter pour féliciter son prédécesseur, M. Sergjan Kerim, de la sagesse avec laquelle il a animé les débats de l'Assemblée générale l'an passé.

Je voudrais commencer par souligner que la crise alimentaire mondiale constitue un défi collectif pour les Nations Unies. Au quatre coins du monde, un nombre croissant de personnes n'est aujourd'hui plus en mesure de trouver suffisamment de nourriture pour s'alimenter. Les émeutes de la faim sont de plus en plus nombreuses et elles ont pour effet d'entraîner l'instabilité politique. La crise alimentaire est le résultat de l'échec de toutes les nations qui n'ont pas pu augmenter et maintenir la production de leurs cultures vivrières, comme le blé, le riz, le maïs, le millet, les pommes de terre et les lentilles, ni le niveau de production de la pêche, de la viande et de la volaille.

Nous, dirigeants réunis au sein des Nations Unies, nous savions bien que les signes indiquaient que nous allions vers une pénurie alimentaire mondiale, et une famine et une malnutrition généralisées, mais nous avons décidé de les ignorer. Nous, les dirigeants du monde, nous avons refusé d'admettre que la crise alimentaire constituait une nouvelle menace à la

stabilité du cadre social et de la prospérité économique de toutes les nations, en particulier des plus petites.

Je dois dire à cette Assemblée que la crise alimentaire mondiale commence à éroder et même à annuler les progrès enregistrés dans de multiples pays développés et en développement en matière de croissance économique et de commerce à l'échelle nationale mais aussi mondiale. Si cette tendance négative n'est pas efficacement combattue, les conflits entre les nations et en leur sein même vont se multiplier au fur et à mesure que la course pour nourrir les populations s'intensifiera. Plusieurs facteurs ont contribué à cette crise alimentaire, mais je n'en citerai que quelques-uns.

Premièrement, au cours des 20 dernières années, la production alimentaire dans de nombreux pays a subi les effets de graves changements climatiques récurrents comme les cyclones, les ouragans, les typhons, les inondations, les sécheresses, la montée du niveau de la mer et la désertification. Ces changements climatiques ont fait baisser la productivité agricole et réduit la sécurité alimentaire. La forte dépendance à l'égard de l'agriculture non irriguée, en particulier dans les pays en développement de l'Afrique subsaharienne, a également mis ces pays à la merci des caprices de la nature. Il est très préoccupant de constater que la réponse internationale à ces problèmes a pris la forme de conférences mondiales, de séminaires et d'ateliers sur les changements climatiques, mais bien peu celle d'une action mondiale concrète.

Deuxièmement, l'agriculture et la production alimentaire n'ont reçu qu'un faible degré de priorité de la part des institutions internationales de développement lors de l'attribution des ressources et de la répartition des investissements. À cette situation s'est ajouté le fait que dans de nombreux pays, notamment en Afrique, peu de ressources budgétaires nationales ont été consacrées à la production alimentaire. La récente désaffectation des cultures vivrières au profit de la production de biocarburants a également entraîné une baisse des stocks alimentaires et provoqué une insécurité alimentaire dans plusieurs pays. Ce phénomène est encore aggravé par le fait que les exploitants agricoles préfèrent les cultures commerciales aux cultures vivrières, créant ainsi des déficits en produits alimentaires.

Troisièmement, l'Afrique est généralement préoccupée par le fait que les institutions multilatérales

et bilatérales continuent de s'opposer aux subventions à l'agriculture et à la production vivrière, en particulier en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud-Est et en Amérique latine, et ce, bien qu'il apparaisse très clairement que les petits exploitants agricoles rencontrent d'énormes difficultés pour accéder aux intrants agricoles, comme les engrais, les semences améliorées, les insecticides et les herbicides. Ces institutions n'ignorent pas non plus que, sans subventions, ces exploitants ne peuvent même pas produire suffisamment d'aliments pour se nourrir.

Le fait que la production vivrière dans de nombreux pays en développement a souffert de la destruction de l'environnement et de la dégradation des terres arables entraînées par les graves pollutions causées par le déversement délibéré de déchets toxiques et de produits dangereux dans les fleuves, les lacs, les mers et les autres sources d'approvisionnement en eau, et qui sont principalement le fait des industries du Nord, est un sujet de préoccupation générale. De nombreux exploitants ont ainsi été privés des terres qui leur permettraient d'accroître la production vivrière. Ces déversements ont aussi abîmé les terres côtières, détruit le tourisme et plongé dans la misère des personnes qui ne peuvent pas compter sur l'agriculture ni sur les poissons qui peuplent leurs eaux pour assurer leur subsistance.

Les problèmes que je viens d'énumérer posent un grave défi pour la sécurité alimentaire mondiale. Les dirigeants mondiaux réunis au sein des Nations Unies ne peuvent plus se distancer de ces problèmes graves. Nous devrions faire partie de la solution.

Premièrement, le Gouvernement malawien considère que parvenir à la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale est un défi pour tous. Cette sécurité doit reposer sur la capacité de produire suffisamment de nourriture et de faire circuler cette nourriture des zones de surplus jusqu'aux parties du monde qui connaissent un déficit alimentaire. Pour atténuer la crise alimentaire mondiale, le Malawi propose d'établir un pacte selon lequel les pays qui peuvent produire suffisamment d'excédents alimentaires auraient la possibilité d'en faire profiter les autres, où qu'ils se trouvent, grâce à un système commercial international juste.

Deuxièmement, le Malawi propose que l'ONU invite les pays industrialisés à augmenter sensiblement les ressources allouées à l'agriculture, en particulier aux cultures vivrières. Il faudrait s'attacher

particulièrement à moderniser l'infrastructure, les machines, les équipements et les capacités de production des agriculteurs, notamment des petits exploitants. Il faudrait convaincre le secteur privé des pays industrialisés d'accroître les investissements dans la production vivrière, en accordant une attention toute particulière à l'application des sciences et des techniques à l'agriculture, à la recherche sur les changements climatiques et aux mesures visant à protéger les nations qui produisent des cultures vivrières contre les caprices de la nature.

Troisièmement, le Malawi pense que la crise alimentaire mondiale pourrait être atténuée si l'ONU, la Banque mondiale et d'autres organismes multilatéraux et donateurs envisageaient sérieusement la possibilité d'accorder des subventions à l'agriculture et à la production vivrière, en tant qu'élément à part entière de leur politique mondiale de développement et de leurs programmes d'aide aux pays en développement, en particulier ceux de l'Afrique subsaharienne. Il serait également utile que la communauté internationale reconnaisse le potentiel de l'Afrique et sa capacité de contribuer notablement au règlement de la crise alimentaire mondiale. Pour cela, l'ONU devrait appuyer totalement l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, qui est présidée par l'ancien Secrétaire général Kofi Annan.

De manière plus spécifique, le Malawi demande au Groupe des Huit de nous aider à créer une ceinture verte autour de nos lacs et le long de nos fleuves afin de pouvoir irriguer les cultures jusqu'à 20 kilomètres à l'intérieur des terres. Le Gouvernement malawien a l'intention de cultiver des quantités importantes de riz, de blé, de maïs, de millet, de manioc, de pommes de terre, de haricots et de lentilles destinés aux marchés local et international.

En conclusion, je voudrais dire que le Malawi est convaincu que, pour parvenir à la sécurité alimentaire mondiale, l'ONU doit persuader les pays riches et industrialisés de partager leurs recherches, leurs connaissances scientifiques et leur technologie en matière de production et de conditionnement alimentaires avec les pays pauvres. Par ailleurs, les pays industrialisés devraient envisager de financer les programmes de recherche alimentaire et de subventionner l'agriculture dans les pays en développement afin de parvenir à la sécurité alimentaire mondiale.

La communauté des nations a les capacités nécessaires pour résoudre la crise alimentaire mondiale. C'est ici, à l'Assemblée générale, que doit être adoptée la politique mondiale visant à créer un monde à l'abri de la faim. Toutes les nations, grandes et petites, riches et pauvres, doivent coopérer en vue d'éliminer les pénuries alimentaires mondiales, les famines, la faim et la malnutrition. Ensemble, nous pouvons y arriver. Que Dieu bénisse les Nations Unies.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Président de la République du Malawi de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Bingu Wa Mutharika, Président de la République du Malawi, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Dimitris Christofias, Président de la République de Chypre

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Chypre.

M. Dimitris Christofias, Président de la République de Chypre, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Dimitris Christofias, Président de la République de Chypre, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Christofias (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à présenter mes vives félicitations à M. D'Escoto Brockmann pour son élection à la soixante-troisième session de l'Assemblée générale et à rendre hommage à son prédécesseur, M. Srgjan Kerim, pour le travail qu'il a accompli. Je tiens aussi à remercier le Secrétaire général pour son rapport (A/63/1) sur l'activité de l'Organisation, et je me félicite de l'approche globale qu'il a adoptée vis-à-vis des menaces et de l'accent qu'il a mis sur l'émergence de nouveaux défis.

C'est pour moi un honneur que de m'adresser à l'Assemblée générale pour la première fois en tant que Président de la République de Chypre. L'une des pierres angulaires de la politique étrangère de mon pays depuis son indépendance en 1960, a été de

préserver l'efficacité de la diplomatie multilatérale et de renforcer la pertinence de l'ONU.

L'ONU est importante pour la communauté internationale, et particulièrement pour Chypre. C'est une institution qui joue un rôle crucial pour assurer d'une manière juste et équilibrée la survie du monde et le développement continu de l'humanité dans des conditions de plus en plus difficiles. Nos peuples considèrent que l'ONU est le forum le mieux à même de traiter des problèmes mondiaux tels que la pauvreté, les changements climatiques, la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, les maladies, les catastrophes naturelles, les violations des droits de l'homme et nombre d'autres problèmes mondiaux urgents. Si nous n'agissons pas ensemble de manière collective et coordonnée, les problèmes perdureront et deviendront encore moins gérables.

Cette semaine, deux questions importantes font l'objet d'une attention particulière – la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et les besoins particuliers de l'Afrique. Je me félicite de l'accent mis sur ces deux questions, qui met en relief la nécessité impérieuse d'une action collective de la communauté internationale. Nous devons cependant faire en sorte que nos paroles soient suivies d'actes.

Après la période coloniale, Chypre est devenue, en 1960, un État indépendant pauvre. En dépit des grandes souffrances que nous avons connues, nous avons réussi à améliorer notre économie. Aujourd'hui, Chypre est déterminée à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement et accorde une place importante à l'Afrique dans ses projets extérieurs d'aide au développement. Notre approche consiste à mettre l'accent sur un petit nombre de pays en axant nos efforts sur le développement de l'infrastructure dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Chypre intensifie progressivement ses efforts en augmentant le niveau d'assistance à d'autres pays.

La diplomatie multilatérale et un système juste et opérationnel de sécurité collective fondé sur les principes de l'égalité souveraine et du respect de l'intégrité territoriale présentent un intérêt tout particulier pour les petits États.

Chypre en est la parfaite illustration. Dès les premiers jours de son indépendance, Chypre a dû demander à la communauté internationale de l'aider à défendre et à préserver son indépendance, sa souveraineté et son intégrité territoriale. Elle est devenue victime de l'ingérence étrangère qui a été à

l'origine des problèmes internes qu'a connus le nouvel État. D'aucuns ont exploité ces difficultés pour servir des intérêts stratégiques néfastes à notre indépendance et à notre intégrité territoriale. Cela a abouti au putsch militaire dont la junte militaire d'Athènes a été l'instigatrice et à l'invasion militaire turque de juillet et août 1974.

Mais Chypre a survécu. La volonté manifestée par la communauté internationale de voir Chypre survivre est illustrée par la pléthore de résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, dont la plupart, hélas, n'ont pas été mises en œuvre. Toutefois, ce soutien moral et cet engagement résolu ont fourni à Chypre les armes qui lui ont permis de rester un pays indépendant et unifié, doté d'une seule souveraineté, d'une seule citoyenneté et d'une seule personnalité internationale.

En outre, les résolutions de l'Organisation des Nations Unies sur Chypre comportent deux autres éléments très importants. Elles prévoient un processus de négociations sous la forme d'une mission de bons offices du Secrétaire général et, ce qui est très important, elles définissent le cadre juridique et politique autour duquel s'articuleront les discussions portant sur l'architecture fédérale de l'État chypriote. Ces deux éléments sont de la plus grande importance. Je suis fermement convaincu que notre réussite dans ce nouvel effort qui commence dépendra du respect de ces conditions essentielles.

Le Président assume de nouveau la présidence.

En ce qui concerne la mission de bons offices du Secrétaire général, celle-ci implique des négociations avec les Chypriotes eux-mêmes qui en sont les acteurs principaux. Le processus de la mission leur appartient. Ce sont les Chypriotes qui doivent bâtir l'État tels qu'ils le conçoivent pour leur société. Le rôle du Secrétaire général et de la communauté internationale consiste à fournir aide et appui et nous leur en sommes reconnaissants. Les bons offices ne sont synonymes ni d'arbitrage, ni de médiation. L'expérience récente montre que toute tentative d'imposer – et même d'importer – des modèles non chypriotes sera rejetée par le peuple Chypriote.

Les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité sont également importantes pour le nouvel effort parce qu'elles jettent les bases juridiques et politiques de cette initiative. Cet effort préconise une fédération bizonale et bicommunautaire avec une seule personnalité internationale, une souveraineté

indivisible et une citoyenneté unique. Les institutions fédérales incarnent le principe d'égalité politique tel qu'il est défini par les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, non pas d'une égalité en nombre mais d'une participation réelle des communautés chypriotes grecques et chypriotes turques dans tous les organes de l'état fédéral.

Il est important de se rappeler qu'une fédération bizonale et bicommunautaire constitue la seule base qui fasse l'unanimité depuis 1977. C'est ce qui a été rappelé encore il y a quelques semaines. Cela représente un compromis, et même le seul compromis possible, sur lequel un accord politique peut être construit. Les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et la Constitution de Chypre excluent la partition, la sécession ou l'union avec un autre pays.

Le type de solution que nous accepterons doit non seulement tenir compte de notre histoire et de la légalité internationale, mais aussi du genre de société que nous formons et du genre de société que nous voulons léguer à nos enfants. Dans cette société, tous les enfants chypriotes doivent naître libres et égaux. Les droits de l'homme et la satisfaction des besoins humains doit l'emporter sur des considérations stratégiques dictées par l'opportunisme politique.

Une nouvelle initiative d'envergure vient de démarrer le 3 septembre en vue de surmonter les difficultés rencontrées dans le passé, et de réaliser les progrès qui vont conduire à la réunification de Chypre dans des conditions mutuellement convenues et au retrait des troupes étrangères après 34 années de division et d'occupation étrangère. Si cette initiative réussit, les Chypriotes devront faire preuve de volonté politique, et les autres principaux acteurs d'engagement positif, car ceux-ci ont fait partie du problème pour des raisons historiques et doivent maintenant faire partie de la solution.

Pour ma part, je veux rappeler à l'Assemblée générale, de cette tribune, que ma volonté de résoudre le problème par tous les moyens possibles est résolue et bien ancrée. Mes origines sont dans le Parti progressiste du peuple ouvrier de Chypre et dans le mouvement populaire de l'île, qui est fier d'avoir participé à une longue histoire de luttes, et même de sacrifices, pour la défense de l'amitié, de la coopération et de la coexistence pacifique entre les Chypriotes turcs et les chypriotes grecs. D'autre part, je suis un de ces Chypriotes qui a été affecté directement et profondément par l'invasion militaire de

1974, car ma famille et moi sommes des personnes déplacées – réfugiés dans notre propre pays. Le rôle des Chypriotes est de se mettre d'accord sur ce qu'ils veulent. C'est ce que nous devons essayer de réaliser avec le chef de la communauté Chypriote turque, Mehmet Ali Talat. Je pense que nous pouvons y parvenir.

Mais cela ne suffit pas pour trouver une solution. La Turquie devrait contribuer au processus de manière positive. La Turquie maintient toujours 40 000 hommes et des dizaines de milliers de colons à Chypre et peut, sans l'ombre d'un doute, décider de l'issue des questions faisant l'objet de discussions. Nous pensons que la solution devrait être bénéfique pour tout le monde et qu'elle le sera. Je permettrai aux Chypriotes – grecs et turcs – de vivre et de travailler ensemble dans un pays indépendant, prospère, au sein de l'Union européenne, sans la présence d'armées étrangères et de colonies illégales, et dans des conditions de sécurité et de respect de leur identité et de leurs droits.

Notre monde affronte de nombreux problèmes, qui deviennent de plus en plus complexes. Nous sommes convaincus que ces problèmes peuvent être résolus et que de nouvelles menaces peuvent être évitées seulement grâce à une action collective multilatérale efficace. La paix doit régner – une paix juste basée sur le respect du droit international et non sur le droit du plus fort. La réponse au problème du terrorisme international ne sera efficace que si le monde devient moins injuste. La paix ne pourra pas prendre racine si la faim et la pauvreté ne sont pas battues en brèche, si les désaccords régionaux ne sont pas résolus sur la base de la légitimité internationale, et si la richesse mondiale n'est pas distribuée de manière plus équitable.

Les Nations Unies sont la réalisation de nos rêves et un instrument nécessaire pour garantir un monde plus stable, plus juste et plus prospère. En fin de compte, les Nations Unies ne peuvent réussir dans leur mission que si nous le leur permettons. Je souhaite à notre communauté de nations plein succès pour la soixante-troisième session de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Chypre de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Dimitris Christofias, Président de la République de Chypre, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Álvaro Uribe Vélez, Président de la République de Colombie

Le Président (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Colombie.

M. Álvaro Uribe Vélez, Président de la République de Colombie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Álvaro Uribe Vélez, Président de la République de Colombie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Uribe Vélez (*parle en espagnol*) : Prenant à nouveau la parole devant l'Assemblée générale des Nations Unies, je tiens à vous féliciter pour votre élection et à vous adresser tous mes vœux de succès.

La Colombie continue de lutter pour que chaque citoyen soit assuré de vivre, de travailler, d'entreprendre, d'étudier, d'être heureux dans sa patrie. Cette confiance se nourrit dans la sécurité démocratique, dans la sécurité d'investissements socialement responsables et dans la construction de la cohésion sociale.

Les délits contre la sécurité des citoyens continuent de diminuer, mais nous n'en resterons pas là. Dans le courant de l'année, le nombre de délits a baissé de 30% par rapport à la même période de l'année dernière. Nous avons mis l'accent sur la protection des dirigeants syndicaux, des enseignants et des journalistes. Sur les 11 204 homicides recensés jusqu'au 10 septembre, 36 ont été perpétrés contre des travailleurs et des enseignants syndiqués ou indépendants. À ce jour, nous n'avons enregistré aucun assassinat de journaliste. Le Gouvernement continue d'assurer la protection de 8 612 citoyens, dont 1 462 sont affiliés à des syndicats.

Nous continuons de combattre l'impunité avec détermination. Entre 1991 et 2001, il n'y a eu que deux condamnations. Grâce aux efforts de ces dernières années portant sur le budget et le renforcement du système judiciaire, à la politique de sécurité et au pacte tripartite entre les travailleurs, les employeurs et le Gouvernement, sous les auspices de l'Organisation internationale du Travail, 199 personnes ont déjà été condamnées pour avoir assassiné des travailleurs.

Parmi elles, 134 sont en prison. Sur les 123 décisions de justice rendues, 85 ont été prononcées ces trois dernières années.

Par le passé, les organisations terroristes infiltraient le mouvement ouvrier pour assassiner les travailleurs. Le démantèlement des groupes paramilitaires a éliminé cette source de martyre, mais les guérillas terroristes continuent de perpétrer ces crimes, comme on l'a vu récemment dans le sud du pays, où les Fuerzas armadas revolucionarias de Colombia – Ejército del Pueblo (FARC) ont assassiné un groupe de professeurs.

Il y a peu de temps, en pleine accalmie sur le front des attentats terroristes, les FARC ont fait exploser à Cali une voiture piégée; l'explosion a détruit le palais de justice, fait de nombreux morts et blessés et privé nombre de familles pauvres de leurs modestes commerces et habitations.

Sur quelque 60 000 terroristes actifs dans le pays à l'arrivée au pouvoir du Gouvernement actuel, 48 000 ont abandonné leurs organisations criminelles pour participer à un programme de réinsertion, qui constitue un grand défi que s'est lancé la Colombie. En 2008, jusqu'au 17 septembre, 2 436 guérilleros ont été démobilisés, dont 2 147 appartenaient aux FARC.

Dans une démocratie d'opinion telle que la nôtre, la viabilité de la sécurité démocratique dépend de sa crédibilité, elle-même fondée sur l'efficacité et la transparence. La transparence équivaut au respect effectif des droits de l'homme fondamentaux parmi nous. En découlent notre respect des libertés dans le cadre de la lutte contre le terrorisme; l'ouverture au service de la vigilance, de la critique et du débat, sur les plans national et international; un effort de formation aux droits de l'homme de premier plan au sein de nos forces armées; l'ajustement permanent des procédures opérationnelles, à l'aide de mesures diverses comme obliger les soldats à attendre l'arrivée d'un représentant du pouvoir judiciaire pour déplacer le cadavre d'un membre d'une organisation criminelle mort au combat; la volonté d'enquêter et de faciliter les enquêtes sur toute plainte déposée et la modernisation de la législation pénale militaire.

Le 10 décembre, notre pays se présentera volontairement à l'examen périodique universel de la situation des droits de l'homme, le nouveau mécanisme créé par l'ONU qui s'ajoute au débat public sur notre nouveau plan en la matière, au travail avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et avec

l'Organisation des États américains et à la politique de vérité, de justice et de réparation pour les victimes, qui doit s'appuyer sur la mémoire du passé pour cicatrifier les blessures et aider à éteindre pour toujours les braises de la violence.

Nous avons obtenu des résultats intangibles en matière de sécurité démocratique : les citoyens croient davantage dans l'État et cherchent sa protection. Nous faisons reculer l'indifférence de certains et la tendance de nombreux autres de résoudre seuls leurs problèmes. L'État a récupéré le monopole des armes et celui de la justice officielle. Les citoyens n'ont plus peur de porter plainte, de témoigner et de coopérer avec les forces armées et avec la justice. Les victimes ont laissé derrière elles la peur et font désormais valoir leurs droits.

Il y a un an, je me trouvais devant cette Assemblée avec la frustration de n'avoir pas pu faire libérer Ingrid Bétancourt et ses compagnons de captivité. Aujourd'hui, grâce à l'héroïsme, à la planification et à l'intervention efficace et sans effusion de sang de nos soldats, Ingrid Bétancourt est devenue un symbole de liberté, de cette liberté que nous revendiquons pour libérer les personnes encore détenues et pour mettre fin à ces actes criminels et douloureux pour notre patrie.

La sécurité doit aboutir à la cohésion sociale. Nous devons sans attendre réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) fixés pour 2015, car c'est un élément essentiel de l'instauration de la cohésion sociale. Nous sommes proches de l'objectif d'un maximum de 3 % d'enfants de moins de 5 ans en état de malnutrition. Nous avons l'intention d'arriver à zéro et aujourd'hui nous commençons à scolariser ces enfants.

D'ici à 2010, nous espérons assurer l'accès universel à l'éducation de base. En ce qui concerne l'objectif de 10,6 années d'éducation en moyenne pour les 15-24 ans, nous en sommes déjà aujourd'hui à plus de neuf années. Le taux de redoublement a diminué et est passé de 6,1 % à 3,3 %, l'objectif étant de 2,3 %.

Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans est passé de 37 à 20 pour 1 000 naissances, l'objectif étant de 17. Ce même indicateur pour les moins d'un an est tombé de 31 à 15,6, l'objectif étant de 14. Le taux de vaccination avoisine les 95 %, pourcentage défini pour 2015 dans les objectifs du Millénaire. Notre grand défi est de réduire les différences criantes entre les régions.

Malgré les difficultés économiques, nous restons pleinement déterminés à réaliser les objectifs sociaux par le biais de programmes tels que Familles en action, Banca de Oportunidades et Red Juntos, qui mettent leurs outils sociaux au service des plus démunies. Cette action est appuyée par des objectifs ambitieux en matière de nutrition infantile, de couverture scolaire et de qualité de l'éducation, de formation professionnelle, d'assurance médicale, de connectivité et de bonne gestion des ressources sociales. À cet égard, notre réforme administrative, qui a déjà été étendue à 411 structures publiques, vise à prévenir le discrédit de l'État, éliminer le gaspillage bureaucratique et assurer l'efficacité sociale.

Les crises hypothécaires et financières sont des problèmes mineurs par rapport aux risques posés à l'environnement. Bien que la Colombie produise 0,35 % des gaz à effet de serre, mon pays est extrêmement vulnérable aux ravages liés aux changements climatiques résultant de la fonte des glaces et des inondations. Plus de 51 % de notre territoire est préservé en tant que forêt et c'est un grand fournisseur net d'oxygène.

Certains de nos programmes environnementaux les plus importants comprennent la construction de systèmes de transports publics dans neuf villes et la planification par 10 autres; la création d'un réseau de 66 000 familles rurales exerçant en tant que garde-forestiers, rémunérées par l'État pour préserver des zones publiques des cultures illicites; le contrôle du processus de remise en état et d'entretien du couvert forestier sous l'égide de l'ONU; la conservation de 257 zones naturelles protégées; la construction d'un aqueduc et l'élaboration de projets d'assainissement dans 32 départements et 1 102 municipalités; et la promotion de sources d'énergie de substitution comme l'énergie éolienne et les biocombustibles.

Il y a généralement trois objections principales à l'utilisation des biocombustibles : le risque de destruction de la forêt, l'élimination de zones destinées à l'agriculture vivrière et les faibles quantités d'énergie produites par rapport à celles employées. La Colombie a 578 000 kilomètres carrés de forêts et 43 millions d'hectares de savane. Nous ne permettons pas que l'on touche à la forêt. La protéger est notre principale contribution à la lutte contre le réchauffement de la planète. Avec la savane disponible, nous pouvons augmenter notre production concentrée sur 5 millions d'hectares, porter la quantité de bétail à 24 millions et développer, sans toucher à la production alimentaire,

une vaste industrie de biocarburants qui génère des emplois de bonne qualité, accroît les revenus et se substitue à la coca qui alimente le terrorisme. Grâce à des sources d'énergie telles que la canne à sucre et l'huile de palme africaine qui protège également le sol des rayons solaires et prévient l'érosion, notre productivité est élevée. Huit unités d'énergie d'éthanol sont produites pour chaque unité utilisée et 6,5 unités de biodiesel.

Les drogues illicites portent gravement atteinte à l'environnement et alimentent le terrorisme. La Colombie continue de souffrir de la violence en raison de ses drogues illicites. Nous parlons de responsabilités partagées pour que le monde lutte contre la production tout autant que contre le trafic, la consommation, le blanchiment d'actifs et les précurseurs chimiques. Notre gouvernement appelle à l'instauration de sanctions en cas de consommation dans notre pays et dans la communauté internationale. Nous avons extradé plus de 800 personnes. Cette année, nous devons fumiger 130 000 hectares de coca tandis que 100 000 autres hectares doivent être détruits manuellement. Au cours des cinq dernières années, 10 000 propriétés ont été saisies. Toutefois, il n'y a pas de réduction importante de la surface des cultures et la consommation augmente.

Réfléchissons à cette situation. Il est plus difficile de mettre en œuvre des efforts de prévention et de réhabilitation lorsque la consommation augmente de manière exponentielle du fait de l'attitude permissive. La destruction de la forêt pour cultiver de la coca, l'érosion des sols et la pollution causée par des précurseurs chimiques sont autant d'atteintes à l'équilibre de l'environnement. Ceux qui achètent des drogues illicites pour leurs propres besoins encouragent les enfants à devenir des distributeurs, puis des criminels redoutés. Ceux qui achètent de la drogue illicite pour leurs propres besoins ont une part de responsabilité dans l'explosion d'une voiture piégée en Colombie et la destruction de quatre arbres dans notre forêt amazonienne.

Des investisseurs du monde entier viennent actuellement en Colombie. Nous avons deux fois plus de touristes qui viennent de tous les coins de la terre qu'il y a cinq ans. Nombre de ceux qui considéraient notre nation avec scepticisme ou comme un État en faillite peuvent voir des signaux très clairs attestant d'une force institutionnelle et d'une audace démocratique. De nos jours, la Colombie inspire plus de confiance et de respect, mais il faut continuer de

travailler à cette fin. Pour nous libérer de toutes les horreurs liées au trafic de drogue, au terrorisme et à la pauvreté, nous avons besoin d'un appui plus ferme de la communauté internationale. Je voudrais remercier vivement l'ONU de sa forte présence en Colombie.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Colombie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Álvaro Uribe Vélez, Président de la République de Colombie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

M. Choquehuanca Céspedes (Bolivie), Vice-Président, assume la présidence.

Allocution de M. Valdis Zatlers, Président de la République de Lettonie

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Lettonie.

M. Valdis Zatlers, Président de la République de Lettonie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Valdis Zatlers, Président de la République de Lettonie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

Le Président Zatlers (*parle en anglais*) : Je voudrais commencer par féliciter M. d'Escoto Brockmann de son accession au poste de Président de l'Assemblée générale à sa présente session.

Je vais commencer aujourd'hui par aborder la situation en matière de sécurité dans le monde. L'année dernière, la communauté internationale a accru sa compréhension des conflits gelés. Gelé ne veut pas dire réglé; cela veut dire que ces conflits peuvent resurgir. Je suis donc particulièrement heureux que des progrès substantiels aient été réalisés pour régler des conflits de longue date dans certaines régions.

Je voudrais tout d'abord mentionner le Kosovo. Une forte participation de l'ONU, de l'Union européenne et des États-Unis a permis de régler le conflit prolongé dans les Balkans. Il nous faut maintenant concentrer nos efforts sur le développement du statut de l'État, de la stabilité politique, de la

prospérité économique et de la sécurité du Kosovo, ainsi que de ses bonnes relations avec ses voisins.

Je me réjouis de la décision du Secrétaire général de reconfigurer la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo. Il est nécessaire de poursuivre la coopération constructive entre l'ONU et l'UE, de sorte que la Mission au Kosovo puisse être pleinement déployée. C'est important à la fois pour le Kosovo et pour l'ensemble de la région des Balkans occidentaux.

La communauté internationale a aussi fait des efforts remarquables pour aider l'Afghanistan à bâtir un État démocratique, prospère et sûr. Les pays grands et petits et les organisations civiles et militaires du monde entier œuvrent ensemble pour réaliser notre aspiration commune à la paix et à la stabilité.

Nous ne devons pas compromettre cet immense effort en nous montrant impatients. La guerre a ravagé l'Afghanistan pendant 20 ans; il faudra au moins autant de temps pour reconstruire une société pacifique. La communauté internationale doit aller de l'avant jusqu'à ce que cet objectif à long terme soit atteint.

La Lettonie accentue son engagement en faveur du peuple afghan, en termes d'assistance au développement et à la sécurité. Nous concentrons notre participation civile sur l'amélioration de la gouvernance et le renforcement de la justice, de même que sur la réponse aux besoins fondamentaux de la population afghane.

Les perspectives de paix et de stabilité au Moyen-Orient concernent le monde entier. La Lettonie espère que les négociations de paix entre le Gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne produiront des résultats. Nous espérons que les parties sauront profiter de la possibilité offerte pour conclure un accord de paix d'ici à la fin de 2008. Les pourparlers indirects qui ont repris entre Israël et la Syrie sont un autre signe encourageant.

La Lettonie se réjouit du processus de stabilisation au Liban. Nous espérons que l'Accord de Doha sera pleinement mis en œuvre et qu'il servira de fondement solide à une stabilité politique renouvelée, à l'unité nationale et à un développement économique viable dans le pays.

Les faits nouveaux intervenus l'an passé n'ont pas tous été positifs. Nous avons été témoins de nouveaux défis lancés au système international fondé sur le droit. Nous devrions nous demander si nous,

communauté internationale, pouvons accepter le fait que les troupes de maintien de la paix protègent uniquement l'une des parties à un conflit. Pouvons-nous accepter le fait que des forces de maintien de la paix occupent des territoires qui sont clairement en dehors des zones de conflit? Pouvons-nous accepter le fait que la protection de ses ressortissants à l'étranger serve de prétexte à un usage de la force à grande échelle dans un autre État sans l'accord du Conseil de sécurité?

Toutes ces questions sont soulevées par la réaction de la communauté internationale face à la récente guerre en Géorgie. Si elles sont importantes pour nous, nous devrions établir un plan précis pour régler la crise géorgienne. La tâche la plus importante consiste dans le respect et l'application de l'accord de cessez-le-feu en six points pour la Fédération de Russie. Premièrement, les troupes étrangères doivent quitter l'ensemble du territoire géorgien. Tout aussi importante est la création d'une mission de surveillance de l'UE pour normaliser la situation en Géorgie.

Il y a maintenant 15 ans que l'ONU a déployé la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie. Nous devons nous assurer qu'il n'y pas d'obstacle à la poursuite de cette entreprise. J'appelle les dirigeants mondiaux à œuvrer ensemble non seulement pour fournir une aide humanitaire à la Géorgie, mais aussi pour faire en sorte que soit entreprise une action internationale massive afin d'aider à reconstruire l'économie et l'infrastructure du pays.

Il est temps pour nous d'examiner sérieusement nos engagements en matière de développement. La période qui nous sépare de 2015 peut nous paraître longue, mais elle est moindre que celle qui s'est écoulée depuis l'adoption des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en 2000. Il y a deux jours, j'ai participé à la réunion de haut niveau sur les besoins de développement de l'Afrique, et demain je prendrai part à la rencontre de haut niveau sur les OMD. Ce sont là des initiatives importantes en vue de donner à la question le degré de priorité qu'elle mérite. Nous devons sensiblement accélérer les processus visant à atteindre les OMD d'ici à 2015. Ce dont l'ONU a besoin immédiatement, c'est d'un aperçu plus clair de ce que nous devons accomplir dans l'intervalle dans chacun des grands domaines sur lesquels portent les OMD – santé, éducation, croissance et changements climatiques.

Nous avons également besoin d'une vision plus nette de la répartition des tâches requises entre les divers acteurs, et il nous faut développer un esprit commun de progrès. C'est d'un plan d'action bien défini que nous avons besoin à présent. Par conséquent, la Lettonie appuie fermement l'Appel à l'action sur les OMD lancé par l'UE. Les changements climatiques auront un impact négatif majeur sur la réalisation des OMD. La Lettonie est favorable à un usage plus large des sources d'énergie renouvelable afin de réduire les émissions de gaz carbonique (CO₂). Cependant, les changements climatiques ne sauraient être considérés exclusivement comme un problème d'environnement; nous avons besoin d'une approche plus intégrée.

Les modifications dans les schémas de consommation d'énergie doivent être prises en considération alors que nous avançons vers le développement durable, la sécurité alimentaire et le commerce mondial. Des technologies innovantes, telles que la production et la consommation durables, permettraient d'obtenir des résultats à moyen comme à long terme. Les émissions de gaz carbonique ne peuvent pas être réduites dans certaines régions pendant que d'autres ne font rien. Si chacun de nos pays doit s'engager à réduire les émissions, un succès ne sera possible qu'en présence d'un accord vraiment mondial qui nous permette de le faire et nous dise comment. L'ONU, en tant que seule Organisation vraiment mondiale, doit jouer un rôle décisif.

La libéralisation des échanges est un facteur important de la réalisation des OMD. Bien que les récents efforts déployés en la matière à l'Organisation mondiale du commerce n'aient pas été couronnés de succès, le processus doit être poursuivi au niveau multilatéral.

La mondialisation a entraîné à la fois une plus grande prospérité et des risques accrus. Il nous faut trouver un moyen de garantir que celle de demain offrira une prospérité croissante à chacun. La mondialisation produira des bienfaits à une échelle véritablement mondiale uniquement si le commerce est libéralisé partout. Chaque pays et chaque région doit apporter sa pierre à l'édifice.

Je voudrais féliciter M^{me} Navanethem Pillay, la nouvelle Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, à l'occasion de sa prise de fonctions et lui souhaiter un plein succès à ce poste extrêmement important. Je voudrais aussi remercier

M^{me} Louise Arbour pour son inestimable contribution à la promotion et à la protection des droits de l'homme.

Cette année, symboliquement, le soixantième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme coïncide avec le quatre-vingt-dixième anniversaire de la création de la République de Lettonie. En 1918, l'Acte de proclamation de la République de Lettonie déclarait :

« Tous les citoyens, quelle que soit leur origine ethnique, sont priés d'apporter leur appui, car les droits de chacun seront garantis en Lettonie. Celle-ci sera un État démocratique et juste où l'oppression et l'injustice n'existeront pas ».

Je suis sincèrement fier de cette déclaration. Trente ans avant l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la République de Lettonie affirmait son adhésion aux mêmes valeurs et principes fondamentaux et les mettait pleinement en œuvre dans l'État nouvellement créé.

Malheureusement, au moment où la Déclaration universelle des droits de l'homme a été adoptée, la Lettonie était tombée sous occupation étrangère et son peuple avait été privé de son droit à choisir librement son statut politique et était soumis à l'oppression et à l'injustice. Ce n'est qu'en 1991 que la Lettonie est redevenue un État et a pu réaffirmer son attachement aux droits fondamentaux de l'homme, à la dignité inhérente à l'être humain, à l'égalité et à l'universalité de ces valeurs.

La création du Conseil des droits de l'homme et le lancement de l'Examen périodique universel sont des étapes importantes en vue de promouvoir les valeurs de la Déclaration universelle. Les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme jouent un rôle particulier à cet égard. La Lettonie leur exprime son plein appui et exhorte tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies à coopérer totalement avec elles, notamment en leur adressant des invitations permanentes.

La Lettonie est prête à faire part à la communauté internationale de son expérience dans le domaine de la promotion des droits de l'homme. Elle s'est portée candidate au Conseil des droits de l'homme pour l'année 2014.

Cette année marque le dixième anniversaire de l'adoption du Statut de Rome portant création de la Cour pénale internationale (CPI). Nous nous réjouissons des progrès accomplis par la Cour dans ses

analyses, enquêtes et procédures judiciaires. Nous appelons tous les États à collaborer pleinement avec elle. La CPI n'est pas un instrument qui peut être activé ou désactivé en fonction de l'opportunisme politique. Nous sommes convaincus que l'universalité de la justice est une condition préalable à la paix durable.

Pour être efficace, le multilatéralisme suppose que l'on combine une plus grande conscience de la nature des risques face auxquels nous nous trouvons à une compréhension contemporaine de la manière dont les politiques internationales sont aujourd'hui forgées. Les organisations internationales ne sont qu'une partie de notre système mondial, et celle-ci est souvent la plus rétive au changement. Il est regrettable que l'enthousiasme et l'élan générés par le Sommet mondial de 2005 pour la réforme de cet organe international universel aient quelque peu décliné.

La réforme du Conseil de sécurité aurait dû intervenir il y a déjà longtemps. Dans nos discussions, nous devons passer de la procédure au fond. Nous accueillons avec satisfaction la récente décision de l'Assemblée générale de continuer immédiatement, dans le cadre du Groupe de travail à composition non limitée chargé d'examiner la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres, ainsi que d'autres questions ayant trait au Conseil de sécurité, la préparation des négociations intergouvernementales sur la question de l'élargissement du Conseil de sécurité.

Tout en reconnaissant la nécessité d'une réforme structurelle de l'Organisation des Nations Unies, nous ne devons pas perdre de vue qu'il faut utiliser plus efficacement les capacités existantes. La réforme de la gestion occupe une place centrale dans tous ces efforts. Nous sommes en faveur de nouvelles mesures visant à accroître la transparence, améliorer l'aptitude à rendre des comptes et garantir une stricte discipline budgétaire. Des progrès ont été faits, mais ils sont loin d'être suffisants.

Nous vivons dans un monde où la sécurité se détériore, où la population croît et où les changements climatiques et les turbulences financières sont aggravés par les prix élevés de l'énergie et de l'alimentation. Nous avons besoin d'une action plus marquée contre les risques qui pèsent sur le monde. Cela requiert une réaffirmation de nos valeurs et une volonté d'œuvrer à un système international qui serve avant tout une vision de l'avenir. Je voudrais que cela devienne la

force motrice de toutes les activités de l'Assemblée générale à sa soixante-troisième session.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Lettonie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Valdis Zatlers, Président de la République de Lettonie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

**Allocution de M. Marcus Stephen,
Président de la République de Nauru**

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Nauru.

M. Marcus Stephen, Président de la République de Nauru, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Marcus Stephens, Président de la République de Nauru, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Stephen (*parle en anglais*) : J'adresse mes félicitations à M. Miguel d'Escoto-Brockmann pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-troisième session. Je puis l'assurer de la pleine coopération de Nauru durant son mandat. De même, qu'il me soit permis de saisir cette occasion pour saluer son prédécesseur, S. E. M. Srgjan Kerim, pour la façon dont il a conduit les travaux de l'Assemblée générale à sa soixante-deuxième session.

Je veux réaffirmer l'engagement et l'inébranlable foi de Nauru dans les idéaux et buts de l'Organisation des Nations Unies. Nous exprimons notre appui aux efforts que fait l'Organisation pour régler les multiples difficultés que connaît aujourd'hui notre monde sur le plan humanitaire, et dans les domaines de la paix, de la sécurité et du développement.

J'apprécie l'occasion qui m'est donnée de m'adresser à l'Assemblée pour la première fois en tant que Président de la République de Nauru. J'ai accepté le défi que représente cette fonction dans la pleine conscience de mes responsabilités envers le peuple nauruan. Tout en sachant que la progression vers notre

relèvement économique sera lente et pénible, j'ai promis que mon administration remplirait ses devoirs sur la base des principes fondamentaux de démocratie et de bonne gouvernance et à la faveur de politiques socioéconomiques solides.

Au début de la décennie, Nauru était au bord de l'effondrement économique total. Nous avons beaucoup fait pour améliorer notre économie et régler les problèmes sociaux en découlant. Nous y sommes parvenus en mettant en œuvre tout un éventail de réformes fiscales, économiques et de gouvernance. Je suis heureux de pouvoir dire que Nauru est aujourd'hui stabilisée. Nous sommes désormais au commencement d'une phase de reconstruction historique. Je le dis cependant avec une certaine prudence, vu la fragilité de notre situation.

Afin d'assurer le redressement de Nauru et de veiller à la reconstruction et au développement, nous aurons besoin d'une aide continue de la part de nos partenaires de développement. Il nous faut une assistance coordonnée qui porte directement sur nos priorités et soit conforme à nos stratégies, afin que nous puissions tenir notre promesse d'une meilleure qualité de vie pour mon peuple.

Nauru apprécie l'appui financier et matériel de nos partenaires de développement, en particulier l'Australie, Taiwan, le Japon, la Nouvelle-Zélande et l'Union européenne. Nous appelons à la poursuite de cette coopération afin de consolider notre entreprise d'édification de la nation.

Depuis ma prise de fonctions, je suis déterminé à faire en sorte que Nauru tire les leçons de ses erreurs passées, au lieu de les répéter. En raison d'une mauvaise gestion et de problèmes de corruption, les administrations précédentes ont détourné Nauru de ce qui ressemblait alors à un avenir radieux pour la mener au bord de l'effondrement. Dans ce processus, les réserves et actifs nationaux ont été totalement perdus, et nous nous retrouvons avec un fardeau ingérable de dette nationale et extérieure. Nauru ne pourra jamais rembourser qu'une toute petite partie de cette dette si nous devons assurer le relèvement en cours et un développement soutenu. Nous demandons donc la compréhension et la réflexion des pays et institutions à qui nous devons de l'argent et les appelons à nous consentir une annulation, ou du moins, des réductions majeures de la dette. En même temps, nous prenons des mesures financières, législatives et constitutionnelles

pour faire en sorte que cela ne se reproduise plus jamais.

Nos ressources humaines limitées par rapport aux tâches gigantesques qu'il nous faut encore accomplir, sont un obstacle supplémentaire à nos objectifs de développement. Améliorer la qualité de l'enseignement dans nos écoles, promouvoir le commerce et le développement des compétences, certifier les compétences existantes et encourager la formation professionnelle et spécifique continue sont par conséquent des priorités de premier plan pour mon gouvernement. L'accroissement de nos capacités en matière de ressources humaines servira non seulement à contrer le risque lié à notre développement, mais aussi à accroître les possibilités d'emploi pour mon peuple, dans le pays comme à l'étranger. Avec un taux de chômage global atteignant plus de 30 % et frappant en priorité les jeunes, la migration des travailleurs et les transferts de fonds qui en découlent doivent être envisagés comme faisant partie de l'ensemble des mesures qui permettront de garantir le relèvement et l'avenir de Nauru.

Je demande à tous les pays développés ayant d'importants besoins de main-d'œuvre d'ouvrir leur marché de l'emploi, de réduire les barrières commerciales dans le secteur des services et de promouvoir la mobilité du travail. De telles mesures contribueraient bien plus au développement des petits États que nombre d'autres formes d'aide plus traditionnelles. En outre, ces mesures peuvent être ciblées sur des secteurs et des activités spécifiques et être mises en place pour des périodes limitées et assorties de certaines conditions. Les programmes à destination de la main-d'œuvre non qualifiée du Pacifique mis en place par la Nouvelle-Zélande et l'Australie en sont deux excellents exemples. L'expansion militaire des États-Unis à Guam est une autre occasion de contribuer de manière efficace au développement du Pacifique. Nous demandons aux États-Unis de nous accorder un accès préférentiel à ces possibilités. Pour cela des conditions spéciales seront nécessaires en matière de commerce, d'emploi et d'immigration.

Nous devons renforcer les capacités de nos ressources humaines, de manière à sortir Nauru de sa dépendance historique à l'égard de l'emploi dans l'appareil d'État et le secteur public. De même, nous devons développer le secteur privé à Nauru. Nous encourageons les investissements étrangers directs, et nous accueillons positivement toute assistance pour

développer la diversité et implanter de nouvelles industries à Nauru. Mon gouvernement s'emploie à créer un climat propice à encourager et à faciliter la croissance de notre secteur privé.

Le redressement de Nauru et son développement futur sont particulièrement sensibles aux facteurs extérieurs. Les États insulaires en développement du Pacifique sont particulièrement exposés à la crise alimentaire et à la crise de l'énergie. Notre dépendance à l'égard des importations de denrées alimentaires, notre éloignement et la flambée des prix des carburants et du transport ont transformé la question de la sécurité alimentaire et énergétique en des problèmes particulièrement aigus pour notre région.

Cela est tout particulièrement vrai pour Nauru. Songez à notre situation : notre île principale est formée d'une côte étroite, où les habitants ne vivent qu'à quelques mètres au-dessus du niveau de la mer. L'exploitation du phosphate à Nauru a laissé derrière elle de grands pitons rocheux qui couvrent 80 % de l'île, empêchant ainsi l'agriculture et contribuant à la désertification et à la sécheresse.

Bien que nous accordions une grande priorité à la production des denrées nutritives traditionnelles, nous n'avons tout simplement pas suffisamment de terres arables pour parvenir à un niveau durable de sécurité alimentaire. Le Secrétaire général a indiqué, hier, dans son allocution (voir A/63/PV.5), que l'an dernier, à la même époque, le riz coûtait 330 dollars la tonne, alors qu'aujourd'hui il coûte 730 dollars. Or, Nauru le paye près de deux fois plus. Le riz que nous importons nous coûte 1 340 dollars la tonne. Le riz et les autres produits alimentaires de base sont tout simplement en train de devenir inabordables. Si une attention particulière n'est pas d'urgence accordée à notre région, 5 % de plus de notre population sombreront, estime-t-on, dans la pauvreté en raison du prix élevés des denrées alimentaires.

Il faut accroître la production vivrière mondiale. Cela exige qu'on investisse dans l'application de techniques agricoles appropriées et dans la formation à ces techniques, et qu'on distribue en même temps des semences et des engrais efficaces. Il faut également améliorer l'accès aux denrées alimentaires, et pour cela, il faut revoir les politiques commerciales en matière d'aide alimentaire.

La crise énergétique est un autre facteur extérieur important qui a des répercussions sur notre redressement et sur la stabilité de notre avenir. Nauru

n'a d'ores et déjà plus les moyens de payer le combustible nécessaire pour répondre à ses besoins énergétiques. Il en résulte que la population de mon pays doit subir des coupures régulières d'électricité pendant au moins 8 heures chaque jour. La capacité des parents de s'occuper de leurs enfants et de les nourrir s'en ressent. Privés d'électricité, les foyers n'ont plus l'eau courante, ce qui aggrave les problèmes de santé et d'assainissement. Les coupures d'électricité limitent également le développement des entreprises et freinent les services publics et la productivité.

En outre, la crise énergétique a des effets disproportionnés sur Nauru dans le domaine des transports. Qu'ils soient maritimes, terrestres ou aériens, de passagers ou de fret, tous ces transports deviennent rapidement inabordables pour la population, isolant ainsi un peu plus notre nation insulaire et entravant notre développement durable. Nous avons d'urgence besoin d'aide, à la fois pour mettre au point immédiatement des sources d'énergie de remplacement et pour avoir accès à des sources de combustible économiquement viables.

La dépendance actuelle à l'égard des combustibles fossiles pour produire de l'énergie a un autre impact important sur les petits États insulaires en développement du Pacifique. Elle entraîne en effet des émissions qui provoquent la montée du niveau de la mer et les changements climatiques. Il ne s'agit pas là d'une simple théorie scientifique, mais d'une situation dont nous ressentons les effets aujourd'hui même.

En ce qui concerne la crise alimentaire, Nauru et la région du Pacifique n'ont pas contribué à son apparition, pourtant nous y sommes particulièrement vulnérables. Nous serons ceux qui paieront le plus cher et nous sommes les premiers pays à en subir les conséquences directes. Selon les prévisions les moins pessimistes, le réchauffement de la planète entraînera une élévation de niveau de la mer d'un mètre au cours du siècle actuel. Nos seules terres habitables seront ainsi inondées, et notre population se retrouvera littéralement prise au piège entre la montée du niveau de la mer et des barrières de corail très anciennes et inhabitables.

Malgré les nombreuses difficultés auxquelles nous nous heurtons, nous nous efforçons de créer un refuge sûr et durable face à la montée des eaux. Il nous faut pour cela réhabiliter les terres à phosphates qui ont été exploitées et les rendre de nouveau habitables et cultivables. Le coût de la remise en valeur de 80 % de

notre territoire est bien au-dessus de nos moyens immédiats. Remettre l'île en valeur est une tâche hautement prioritaire qui s'inscrit dans le cadre des efforts d'adaptation aux changements climatiques. C'est pourquoi nous demandons que des ressources suffisantes, y compris de la part de l'ONU, des institutions financières et du secteur privé, soient fournies pour nous aider à rebâtir notre nation et à améliorer notre capacité de réaction.

Pour lutter contre les changements climatiques à l'échelle de la société mondiale, nous devons satisfaire la plupart de nos besoins énergétiques en recourant à des sources d'énergie renouvelables, en réduisant les émissions issues des combustibles et en utilisant des combustibles plus propres. Mais aussi crucial cela soit-il pour mon pays, il ne fait aucun doute pour moi que les pays émetteurs n'ont pas encore fait tout ce qui était en leur pouvoir. Nous subissons tous le climat de la planète. Il est donc vital que tous les pays y consacrent davantage d'énergie, accroissent les investissements pour mettre au point de nouvelles sources d'énergie et prennent des mesures sérieuses pour lutter contre les changements climatiques.

Pour les nations insulaires du Pacifique, la question des changements climatiques est une menace à la paix et à la sécurité internationales. Le préambule de la Charte des Nations Unies stipule que l'un des buts premiers de l'Organisation est de maintenir la paix et la sécurité. Le Conseil de sécurité a pour tâche de protéger les droits de l'homme et d'assurer l'intégrité et la sécurité des États. Il est l'enceinte internationale suprême dont disposent les pays insulaires du Pacifique pour appeler l'attention sur les dangers auxquels les effets néfastes des changements climatiques les soumettent, eux et leurs populations.

Nous n'attendons pas du Conseil de sécurité qu'il prenne part aux détails des négociations qui se déroulent dans le contexte de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, mais nous comptons sur lui pour maintenir cette question à l'examen, de manière à garantir que tous les pays contribuent à régler le problème des changements climatiques et que leurs efforts soient à la hauteur de leurs ressources et de leurs capacités. Nous espérons également que le Conseil de sécurité examinera des questions particulièrement sensibles telles que les répercussions de la perte de terres et de ressources et du déplacement de personnes sur la souveraineté et les droits juridiques internationaux.

Nauru a incorporé les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans sa stratégie nationale de développement durable. Les États insulaires du Pacifique, dont Nauru, ont des difficultés à réaliser nombre des OMD en raison des crises alimentaire et énergétique survenues récemment et des répercussions des changements climatiques.

Nous déplorons le fait que l'écart entre promesses et mise en œuvre continue d'entraver notre réalisation pleine et entière des objectifs de développement internationalement convenus, lesquels présentent un intérêt particulier pour les petits États insulaires en développement. Il est extrêmement déplorable que, bien que ces objectifs aient fait l'objet d'un consensus de la part de la communauté internationale, les pays développés ne consacrent toujours pas comme prévu 0,7 % de leur revenu national brut à l'aide publique au développement.

À la veille de la réunion de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement, je demande à nouveau à l'ONU de se réengager à faire du développement l'une des priorités centrales de l'Organisation. Je rappelle à l'ONU qu'elle s'est engagée à ouvrir huit nouveaux bureaux en tout dans les États insulaires du Pacifique. Nous espérons que l'Organisation respectera l'engagement qu'elle a pris d'appuyer nos priorités nationales relatives à la réalisation des OMD et qu'elle nous fournira les fonctionnaires internationaux indispensables à nos pays pour qu'ils nous aident à réaliser un développement durable et à réduire la pauvreté.

Soixante-trois ans après la création de l'ONU sur la base des nobles idéaux visant à établir un ordre mondial pacifique, libre et tolérant, la communauté mondiale subit encore les fléaux de la guerre, de la pauvreté, de l'oppression et de la discrimination, tout en faisant face à des défis mondiaux gigantesques qui menacent notre existence même. Si l'ONU veut rester fidèle aux idéaux qui ont présidé à sa fondation, il est absolument indispensable qu'elle soit réformée par le biais de la revitalisation et de l'autonomisation de l'Assemblée générale. Si l'ONU veut continuer à défendre les droits de l'homme et la paix internationale, il est essentiel que le Conseil de sécurité soit élargi afin de mieux refléter les réalités géopolitiques du monde moderne. Cela signifie qu'il faudrait donner un siège permanent au Japon, à l'Inde, à l'Allemagne et au Brésil.

Si l'ONU se targue d'être une organisation ouverte qui défend les droits de tous, elle ne peut pas continuer de refuser aux 23 millions d'habitants de Taiwan le droit fondamental de participer aux activités des institutions spécialisées. Il nous semble évident que les relations interdétroit se sont améliorées depuis mai 2008 et que les dirigeants des deux pays ont manifesté ouvertement la volonté d'œuvrer de concert à l'instauration d'un climat positif. Il est temps que l'ONU trouve une solution à l'exclusion qui frappe Taiwan. Ce n'est qu'en autorisant Taiwan à véritablement participer aux travaux des institutions spécialisées de l'ONU que le principe d'universalité et de démocratisation de l'Organisation sera respecté et que la paix et la prospérité régionales seront assurées.

La situation est simple et claire : nous avons fait des promesses : tenons-les!

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Nauru de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Marcus Stephen, Président de la République de Nauru, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Le Président assume à nouveau la présidence.

Allocution de M. Elias Antonio Saca González, Président de la République d'El Salvador

Le Président (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République d'El Salvador.

M. Elias Antonio Saca González, Président de la République d'El Salvador, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Antonio Saca González, Président de la République d'El Salvador, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Saca González (*parle en espagnol*) : Je tiens d'emblée, Monsieur le Président, à vous féliciter pour votre élection à la présidence de la présente session, un honneur qui, pour la deuxième fois dans l'histoire de l'ONU, échoit à un pays d'Amérique centrale. Nous vous souhaitons un plein succès et nous vous renouvelons nos félicitations. Nous tenons

également à remercier M. Kerim pour le travail qu'il a accompli en tant que Président de la soixante-deuxième session l'Assemblée générale. Et au nom de mon pays, El Salvador, nous saluons le dynamisme et la détermination dont a fait montre le Secrétaire général à la tête de notre Organisation.

Il nous semble très opportun que le thème central du débat de la présente session traite des conséquences de la crise alimentaire mondiale sur la pauvreté et la faim dans le monde, ainsi que sur la nécessité de démocratiser l'ONU. Il semble de plus en plus manifeste que le monde est en proie à une crise mondiale qui a des effets négatifs sur les efforts de développement, en particulier dans les pays les plus pauvres. Ces problèmes alimentaires, climatiques, énergétiques et financiers ne font qu'aggraver les conditions déjà difficiles dans lesquelles se trouvent les pays en développement. Nous sommes réunis ici parce que nous nous devons, sur le plan politique et moral, de résoudre ces problèmes auxquels la communauté internationale est confrontée aujourd'hui. Le monde doit tirer des enseignements non seulement de ses succès, mais aussi de ses erreurs. Nous devons apprendre à faire face aux crises de manière collective, car personne ne peut s'y attaquer isolément, et nous devons les transformer en opportunités.

Au plan mondial, il nous faut une direction renforcée, plus décisive et plus responsable pour préserver les progrès réalisés en matière de développement. La crise actuelle risque de nous ramener en arrière.

L'ordre économique et financier ne peut pas être à la merci des marchés spéculatifs. Nous devons reconstruire ensemble un capitalisme prudent qui finance le développement économique et non pas la spéculation.

Nous devons aider à prévenir et à atténuer les fortes fluctuations financières, équilibrer les comptes et stabiliser le crédit. Afin d'y parvenir, je partage l'opinion du Président de la République française selon lequel les pays directement touchés par la situation doivent se réunir le plus rapidement possible pour trouver des solutions communes à la crise financière la plus aiguë que le monde ait traversée au cours des 75 dernières années.

Il est indéniable que la hausse – et avant tout l'instabilité – du prix du pétrole continue d'avoir un effet néfaste sur les efforts de développement de la

plupart des pays du monde, notamment des plus petits et des plus vulnérables.

Je voudrais donc réitérer l'appel que j'ai lancé de cette même tribune l'an dernier (voir A/62/PV.6), exhortant les pays producteurs de pétrole à rechercher et à mettre en place des mécanismes flexibles pour faire en sorte que les cours des hydrocarbures ne continuent pas à avoir des répercussions négatives sur les pays en développement. Ces mécanismes, bien sûr, devraient tenir compte des effets néfastes de la spéculation pratiquée par les intermédiaires sur les marchés mondiaux.

Si nous n'agissons pas immédiatement ensemble, et si nous ne sommes pas capables ici de trouver une solution équilibrée à ce problème, nous condamnerons pratiquement les pays importateurs de pétrole à la faillite dans les années à venir. Nous avons investi dans le développement, et nous avons essayé de réaliser au maximum les objectifs du Millénaire; et ces réussites seront quasiment balayées par les prix exorbitants du pétrole. Nous ne pouvons pas continuer d'attendre. Nous devons prendre des décisions politiques immédiates pour consolider le développement et éviter une crise plus grave en vue de préserver la paix, la sécurité et la stabilité mondiales.

Face à la crise alimentaire, qui nous touche tous directement, nous appuyons la mise en œuvre des mesures convenues en juin 2008 lors de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale : les défis du changement climatique et des bioénergies. D'où notre appel à des mesures concrètes d'assistance, notamment pour les pays en développement qui ont été touchés.

Nous tenons à féliciter le Groupe des 8 (G-8) de sa décision d'appuyer, dans le cadre du système des Nations Unies, la création d'une association mondiale pour l'agriculture et l'alimentation, et l'élaboration d'une série de mesures pour faire face à la crise alimentaire, auxquelles participent les grandes institutions.

Face à cet ensemble de problèmes qui requièrent des réponses créatives, les pays du Système d'intégration de l'Amérique centrale ont lancé l'initiative appelée « Acciones bajo el plan de granos básicos » (mesures d'application du plan relatif aux céréales de base), axée en particulier sur le renforcement de l'assistance technique publique et privée et la mise en œuvre d'un programme de

financement, de location de terres et de travailleurs saisonniers.

Les pays du Système d'Intégration de l'Amérique centrale et le Brésil, ont, alors que El Salvador assurait temporairement la présidence de cette organisation, appuyé la tenue d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la crise alimentaire et énergétique mondiale. Une réunion de haut niveau sur la sécurité alimentaire a donc eu lieu le 18 juillet, dans cette même salle, au cours de laquelle El Salvador a expliqué les actions que nous avons entreprises pour faire face à la crise en Amérique centrale, notamment dans les zones les plus vulnérables.

Dans notre pays, l'El Salvador, nous réagissons par la mise en place de programmes sociaux visant à réduire l'extrême pauvreté, à combattre la faim et la malnutrition infantile, et à atteindre d'autres objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Lors du prochain Sommet ibéro-américain des chefs d'État et de gouvernement qui se tiendra en El Salvador, le sujet des enfants de moins de 5 ans sera certainement prioritaire.

Afin de contrecarrer les effets de la crise économique sur les foyers salvadoriens, nous avons créé une commission multidisciplinaire à large composition, qui a proposé une série de mesures visant à faire face aux effets conjoncturels et à promouvoir un pacte social de solidarité nationale pour la productivité et l'emploi. Ces solutions reposent sur la participation des hommes d'affaires, des travailleurs, des partis politiques et des organismes de la société civile, et impliquent la création d'un comité pour la mise en œuvre d'actions prioritaires et viables.

L'une des mesures les plus réussies que nous ayons mis en œuvre en El Salvador pour empêcher une crise alimentaire a été la distribution de semences améliorées pour les céréales de base, ce qui nous a permis d'atteindre des records de production cette année.

Cependant, je tiens à rappeler à l'Assemblée que tous les efforts de solidarité que nous déployons en tant que pays membres de cette instance mondiale ou individuellement exigent une large participation, une stabilité démocratique et la jouissance de toutes les libertés individuelles, ainsi qu'un réel sens des responsabilités sociales de la part des gouvernements, indépendamment de leurs idéologies. La coopération internationale est également importante pour renforcer les efforts nationaux et régionaux. Voilà pourquoi El

Salvador a insisté sur la question de la coopération avec des pays à revenu intermédiaire.

En octobre 2007, à San Salvador, s'est tenue la seconde Conférence internationale sur la coopération pour le développement des pays à revenu intermédiaire. En août 2008, mon pays a coprésidé en Namibie la troisième Conférence sur ce thème, au cours de laquelle nous avons convenu de mesures visant notamment à améliorer l'accès aux marchés, à réduire la pauvreté, à atteindre les OMD, à augmenter la compétitivité de nos économies et à améliorer nos infrastructures physiques et financières.

Les problèmes auxquels nous faisons face exigent que nous prenions des mesures décisives. À cet égard, je sollicite l'appui de tous les États Membres aux fins du respect et de la mise en œuvre des engagements pris dans le Consensus d'El Salvador et la Déclaration de Namibie, ainsi que de l'examen de cette question à la Conférence internationale sur le financement du développement de Doha sous la forme d'une résolution de l'Assemblée générale visant à revoir les pratiques actuelles en matière de coopération internationale.

Les pays à revenu intermédiaire font l'objet d'une nette injustice sur le plan de la coopération internationale. L'engagement que je propose devrait nous conduire à préparer rapidement un plan d'action multidisciplinaire, de portée mondiale, afin de renforcer la coopération pour le développement en faveur des pays à revenu intermédiaire.

Nous estimons que la coopération pour le développement doit prendre de nouvelles formes, par exemple la coopération Sud-Sud, la coopération triangulaire, l'échange de créances contre des programmes d'investissement dans des domaines sociaux, tels que la santé, l'éducation, et l'environnement, comme nous le faisons déjà en Espagne, en France et en Allemagne. Tout cela pourrait nous aider à atteindre les OMD et à remplir d'autres critères fixés par l'ONU.

À mon avis, il est important, alors que nous cherchons des solutions à tous ces problèmes, de ne jamais abandonner nos efforts pour atteindre les OMD. À cet égard, je suis heureux de présenter ici certaines de nos réalisations pendant la période 2001-2007.

L'extrême pauvreté au niveau national a été ramenée de 32,6 % en 2001 à 12,8 % en 2007. En ce qui concerne l'éducation, le taux net de scolarisation est passé de 78 à 93 % pendant la même période. Le

pourcentage d'élèves qui entrent en première classe de primaire et terminent la cinquième classe est passé de 58 % à 80 %. Le taux d'alphabétisation des jeunes de 15 à 24 ans est passé de 85 % à 95 %. Je souhaite également dire que la Constitution politique d'El Salvador impose la gratuité de l'enseignement primaire. Notre gouvernement, grâce à un effort colossal, a pu établir la gratuité de l'enseignement secondaire dans tous les établissements publics d'enseignement d'El Salvador.

En matière de viabilité environnementale, le pourcentage de la population privée d'eau potable est passé de 23,9 % à 12,1 %, et celui de la population privée de services d'assainissement, de 21,9 % à 8,1 %.

En ce qui concerne la lutte contre le VIH/sida, j'aimerais signaler avec une grande satisfaction les gros efforts qu'El Salvador a fournis pour aider les personnes atteintes du VIH/sida, en premier lieu, avec les médicaments antirétroviraux mis gratuitement à la disposition de tous ceux qui en ont besoin, dans un plus grand nombre d'hôpitaux décentralisés. Nous sommes parvenus à réduire de 35 % le nombre de décès liés au VIH/sida et le nombre de naissances d'enfants séropositifs. Au cours des quatre dernières années, celui-ci a chuté de 89 %, passant de 150 à 15 enfants par an.

S'agissant de la réalisation des objectifs fixés lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants en 2002, qui figurent dans le plan d'action en faveur d'« Un monde digne des enfants » (A/S-27/19/Rev.1), je me réjouis des progrès accomplis par El Salvador. Nous avons atteint 15 des 35 objectifs fixés, en particulier dans les domaines de la réduction de l'extrême pauvreté, de la vaccination et de la mortalité infantile, de la mortalité maternelle et de l'éducation des enfants et des adolescents.

Ces succès doivent beaucoup à des programmes tels que « Red solidaria » (Réseau solidarité), qui dresse une carte de la pauvreté pour repérer effectivement l'extrême pauvreté, « Alianza por la familia » (Alliance pour la famille), qui prévoit 19 mesures pour soulager le portefeuille des familles, « Fondo Solidario para la Salud » (Fonds de solidarité pour la santé) et « Escuelas Saludables » (programme pour des écoles salubres). Je tiens à dire que nous avons réalisé avant l'échéance de 2015 certains des objectifs du Millénaire, particulièrement dans le domaine de la réduction de la pauvreté, de l'égalité des sexes et de l'accès à l'eau potable. C'est pourquoi nous appuyons

l'initiative qu'a prise le Secrétaire général de tenir, en 2010, une réunion au sommet afin d'examiner le chemin parcouru vers la réalisation de ces objectifs.

Compte tenu des asymétries qui existent entre les régions, et plus encore entre pays développés et sous-développés, et du rôle que doit jouer l'ONU en matière de développement durable, nous, États Membres, avons besoin d'une organisation mondiale moderne et forte, dotée d'institutions à même de répondre efficacement aux nouveaux défis de l'actuelle conjoncture internationale.

À cette fin, El Salvador réitère son appui résolu au processus de réforme de l'ONU, qui doit permettre à celle-ci d'atteindre les buts et objectifs pour lesquels elle a été créée en 1945, surtout à l'heure actuelle, où nous sommes confrontés à des menaces mondiales contre la paix, la sécurité, les droits de l'homme et la coopération internationale, qui sont les piliers fondamentaux du développement.

Dans ce contexte, la réforme du Conseil de sécurité revêt une importance particulière. Nous réaffirmons à cet égard qu'il est impératif d'introduire des changements afin qu'il devienne plus représentatif, plus démocratique et plus transparent, et s'adapte ainsi à la réalité internationale actuelle.

Du haut de cette tribune, je voudrais une fois encore remercier vivement les organismes des Nations Unies pour l'appui apporté au processus de concertation et de consolidation des accords de paix en El Salvador. El Salvador est aujourd'hui un modèle, nous sommes la preuve concrète du rôle primordial de l'ONU dans la garantie de la paix et de la stabilité.

Fort de cette expérience, El Salvador participe activement, en qualité de Vice-Président, à la Commission de consolidation de la paix. Nous sommes par ailleurs devenus un pays fournissant des contingents dans le système des Nations Unies et nous nous acquittons de cette tâche avec fierté pour défendre la paix et la sécurité mondiales en cas de besoin. Nous avons ainsi participé et continuons à participer à des opérations en Côte d'Ivoire, au Sahara occidental, au Libéria, en Iraq, et à Haïti, et récemment nous avons intégré le contingent espagnol dans la Force intérimaire des Nations Unies au Liban.

Les migrations, en particulier clandestines, provoquent toujours plus de divergences, d'instabilités et de conflits. En tant que pays d'origine, de transit et de destination des flux migratoires, nous lançons un

appel pour que l'on intensifie encore les actions destinées à prévenir et combattre la traite des personnes et le trafic illicite de migrants, sous toutes leurs formes, et à apporter toute la protection et l'aide nécessaires aux victimes de ces délits, spécialement les femmes et les enfants.

Respectant le droit souverain des États en ce qui concerne leur politique migratoire, nous lançons un appel pour que le phénomène de la migration internationale soit abordé dans une optique globale qui mette en valeur les contributions positives des émigrants à l'économie et à la culture des communautés où ils résident, et que soit envisagée la création de projets d'appui à une migration contrôlée, y compris des programmes de travail temporaire. Je voudrais souligner que rien qu'aux États-Unis, on compte quelque 12 millions d'immigrants clandestins, qui attendent une réforme migratoire humaine et globale. Ce sont des personnes méritantes et travailleuses, qui ont sacrifié leur vie pour aider leur famille.

Nous devons également trouver un consensus sur la question des changements climatiques et du réchauffement planétaire. Je tiens à souligner que notre pays respecte son engagement d'appuyer les efforts internationaux de lutte contre les conséquences des changements climatiques.

À cet égard, El Salvador participe activement aux négociations internationales visant à créer un instrument complémentaire au Protocole de Kyoto sur les émissions de gaz à effet de serre après 2012, et nous espérons que ces négociations aboutiront en 2009 lors de la Conférence de Copenhague (Danemark).

Pour ce qui est de l'Amérique centrale, les Présidents des pays de cette région ont adopté le 28 mai 2008, à l'initiative de mon homologue et ami hondurien Manuel José Zelaya Rosales, la Déclaration de San Pedro Sula sur les changements climatiques et l'environnement qui établit des principes directeurs pour venir à bout des graves problèmes qui résultent des changements climatiques. En El Salvador, nous avons récemment lancé le projet novateur « Red Verde » (Réseau vert), qui vise à faire participer les institutions gouvernementales, telles que le Ministère de l'environnement et le Ministère de l'éducation, et les institutions privées, à la protection de l'environnement, par la mise en œuvre de programmes destinés à améliorer les conditions sociales et environnementales des plus vulnérables.

L'initiative a encouragé une participation active sur des thèmes comme l'eau potable, l'utilisation parcimonieuse du bois pour préserver les forêts, le recyclage dans les écoles, les économies d'énergie et la responsabilité environnementale des entreprises.

En ma qualité de dirigeant d'une nation qui vit en démocratie, en paix et dans le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, je réitère une fois encore, au nom d'El Salvador, notre ferme appui aux aspirations du peuple de la République de Chine à Taiwan à intégrer la structure institutionnelle internationale, particulièrement le système des Nations Unies. Nous appuyons l'initiative visant à examiner la participation de ce pays aux institutions spécialisées de l'ONU, en soulignant que ce peuple ne peut ni ne doit rester isolé de la communauté internationale et qu'il peut apporter des expériences, des ressources, des connaissances utiles pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés.

Je voudrais aussi évoquer la question de la Palestine. La Palestine doit avoir son propre État, comme Israël, à l'intérieur de frontières sûres. Je pense que l'ONU doit jouer un rôle actif pour veiller à ce que le peuple palestinien dispose de son propre territoire et respecte également le territoire israélien grâce à des frontières sûres.

Pour la cinquième fois pendant mon mandat, le Gouvernement d'El Salvador a été représenté au plus haut niveau dans cette instance importante, organe universel et le plus démocratique de notre Organisation. Ma présence à l'Assemblée générale et à d'autres réunions de haut niveau pour débattre de questions d'intérêt mondial atteste sans équivoque de l'intérêt et de l'importance que nous attachons aux travaux de l'ONU.

Je voudrais terminer mon intervention dans cette instance en ma qualité de Président d'El Salvador en formant le vœu que cette Organisation mondiale se consolide sur la base de la concorde, de la solidarité et de la volonté politique de tous ses Membres. Je suis convaincu, pleinement convaincu, que si nous unissons nos volontés, nos capacités et nos ressources, nous pourrions guider l'ONU pour qu'elle s'acquitte efficacement de son rôle de promoteur de la paix, de la sécurité, de la justice et du développement durable.

Malgré les problèmes qui affligent le monde, je suis un éternel optimiste. Tous les problèmes ont une solution, et il est plus facile de la trouver ensemble. Nous devons promouvoir la tolérance et la dignité

humaine. Il n'y a pas de meilleur garant de la paix et de la fraternité que l'entente et le respect de nos différences et croyances, valeurs fondamentales pour la coexistence pacifique et la solidarité entre les nations.

Je voudrais en outre faire remarquer aujourd'hui du haut de cette tribune que l'Amérique centrale d'il y a 20 ans a disparu, que c'est une image erronée que le monde a. Les pays de l'Amérique centrale et du Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA) fonctionnent très bien. Nous nous intégrons rapidement. Ces trois dernières années, nous avons davantage avancé sur la voie de l'intégration de l'Amérique centrale qu'au cours des 50 dernières années.

L'Amérique centrale a pris des décisions courageuses et audacieuses, notamment en ce qui concerne l'union douanière. Le Guatemala, El Salvador et le Honduras progresseront ces prochaines semaines dans le domaine douanier – la libre circulation des personnes et des biens dans une Amérique centrale de 40 millions d'habitants vivant dans la paix et la sécurité avec les problèmes que connaissent tous les pays, mais avec beaucoup d'échanges et des contacts plus étroits entre les dirigeants.

Je vous remercie tous, et j'espère que le Créateur suprême nous guidera dans la réalisation de ces grands objectifs. Que Dieu bénisse notre Organisation, le monde entier et l'Amérique centrale, et que Dieu bénisse la terre d'El Salvador.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République d'El Salvador de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Elías Antonio Saca González, Président de la République du Salvador, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Runaldo Ronald Venetiaan, Président de la République du Suriname

Le Président (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Suriname.

M. Runaldo Ronald Venetiaan, Président de la République du Suriname, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E.

M. Runaldo Ronald Venetiaan, Président de la République du Suriname, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

Le Président Venetiaan (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, permettez-moi, pour commencer, de vous féliciter, de votre élection en tant que Président de l'Assemblée générale à sa soixante-troisième session. Je suis heureux de voir un membre de notre groupe régional de l'Amérique latine et des Caraïbes occuper ces hautes fonctions. Je suis convaincu que votre longue expérience diplomatique et vos connaissances approfondies des questions internationales contemporaines vous permettront de vous acquitter avec succès des hautes responsabilités qui vous incombent. Je voudrais également rendre hommage au dynamisme dont a fait montre votre prédécesseur, M. Srgjan Kerim, et au travail important qu'il a accompli au cours de la soixante-deuxième session de l'Assemblée.

Au Secrétaire général de l'Organisation, S. E. M. Ban Ki-moon, je fais part du plein appui du Suriname dans l'application des résolutions de l'ONU pour réaliser les buts énoncés dans la Charte des Nations Unies concernant le développement durable, la paix et la sécurité internationales et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Nous célébrons le sixtième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme cette année, alors que nombre de ces droits sont toujours gravement mis en péril. De nouvelles menaces, comme le réchauffement de la planète et les changements climatiques, et plus récemment les crises alimentaire et énergétique, sapent le droit des populations à l'alimentation, la santé, l'éducation, la sécurité et la liberté de vivre dans la dignité. Ces épreuves pénibles sont interdépendantes et universelles, et échappent donc au contrôle unique d'un pays. Des millions de personnes vulnérables se tournent donc vers la communauté internationale, avec l'ONU comme chef de file, pour qu'elle prenne des mesures efficaces et leur apporte quelque secours.

Le Conseil économique et social a récemment reconnu la gravité et la complexité de la crise alimentaire mondiale et réaffirmé que ses conséquences nécessitent une action globale des gouvernements nationaux et de la communauté internationale. Il est donc impérieux que nous redoublions d'efforts, et nous appuyons donc le plan d'urgence pour un partenariat mondial pour la sécurité

alimentaire que le Secrétaire général a appelé de ses vœux dans l'allocution qu'il a prononcée à la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale consacrée à la crise alimentaire et aux changements climatiques mondiale.

Les conséquences financières et monétaires de la crise mondiale exigent que nous prenions tous, gouvernements nationaux, organisations multilatérales, y compris les institutions financières internationales, et secteur privé, de sérieux engagements politiques et financiers. Nous devons changer la manière dont nous, les êtres humains, nous nous comportons vis-à-vis de la mère nature et nous devons trouver une solution au problème des politiques et réglementations préjudiciables au progrès, comme les politiques agricoles protectionnistes des pays développés, qui sont à l'origine de la faiblesse de la production dans le secteur agricole de nombreux pays en développement. Si nous ne trouvons pas de solutions durables maintenant, le coût de notre inaction sera excessivement élevé, et les menaces que nous léguerons très probablement à la prochaine génération seront dévastatrices.

Mon pays, le Suriname, a réalisé de grands progrès vers la réalisation de certains objectifs du Millénaire pour le développement, y compris la réduction de la pauvreté, en parvenant à une croissance économique de plus de 5 % par an au cours des trois dernières années, et selon des institutions financières internationales de renom, ce taux pourrait passer à environ 8 % au cours des années à venir. Suite aux crises alimentaire et énergétique actuelles et à cause des fluctuations récentes sur les marchés financiers, il nous est aujourd'hui particulièrement difficile de maintenir le même rythme et la même qualité de développement.

Mon gouvernement a réagi et a déjà pris des mesures pour faire face aux nouvelles difficultés auxquelles nous sommes confrontés en raison de ces facteurs extérieurs. Notre système de sécurité sociale a été étendu et couvre désormais ceux qui en ont le plus besoin, comme les enfants, les personnes âgées et les handicapés, nous avons mis en place des programmes alimentaires pour les écoliers, et nous avons augmenté les salaires et les retraites des fonctionnaires qui avaient diminué à la suite d'années d'inflation. Le Gouvernement a lancé un appel au secteur privé afin qu'il suive son exemple et qu'il relève des salaires et des retraites amoindris.

L'Afrique, berceau de l'humanité, est un continent qui possède de grandes capacités et dispose de ressources humaines et naturelles indispensables. Mais paradoxalement, dans de nombreuses parties du continent, le développement accuse un retard ou fait même défaut, et les perspectives de développement sont faibles.

Mon pays félicite le Secrétaire général Ban Ki-moon d'avoir organisé l'importante plénière de haut niveau sur « les besoins de développement de l'Afrique : état de la mise œuvre des divers engagements, défis et perspectives », qui a eu lieu il y a deux jours à peine. Nous espérons sincèrement que cette réunion donnera de nouvelles et uniques occasions d'influencer positivement les contributions en faveur du développement de l'Afrique.

Le Suriname demeure attaché à la promotion et la protection des droits de l'homme. Mon pays insiste sur le principe de l'égalité devant la loi et met l'accent sur le fait que chacun devrait être tenu responsable de ses actes. Dans ce contexte, le Suriname a adhéré au Statut de Rome de la Cour pénale internationale le 15 juillet de cette année. Nous avons exprimé par là notre détermination à lutter contre l'impunité des auteurs de violations graves de droits de l'homme. Pourtant, c'est un engagement collectif au niveau mondial qui s'impose pour que la Cour puisse disposer de tout son potentiel pour s'acquitter de son mandat.

Les troubles environnementaux actuels sont tels que nous ne pouvons plus ignorer leurs répercussions négatives sur les ressources mondiales. Le Suriname, pays dont 90 % du territoire est couvert de forêts et qui abrite une partie très importante de forêts ombrophiles tropicales sauvages, est conscient de leur valeur et du potentiel qu'elles offrent pour atténuer les effets des changements climatiques dans le monde, préserver la biodiversité et protéger les ressources en eaux.

Cependant, la contribution de la communauté internationale à la préservation et à la protection de ressources mondiales aussi précieuses n'est pas proportionnelle au sacrifice consenti par les pays ayant une importante couverture forestière. Par ailleurs, des pays de forêts très peu déboisés comme le Suriname sont oubliés des mécanismes mis en place pour compenser ce phénomène.

Le Suriname a récemment organisé le « Dialogue de Paramaribo : initiative parrainée par les pays à l'appui du Forum des Nations Unies sur les forêts concernant l'avenir de l'arrangement international sur

les forêts ». Au cours de ce dialogue international, de nombreuses parties prenantes du monde entier se sont réunies pour formuler d'intéressantes propositions visant à établir un cadre financier international pour faciliter une gestion durable des forêts dans l'avenir.

Nous soulignons l'importance que revêtent de nouveaux mécanismes de financement, étant donné que la gestion responsable des forêts et d'autres ressources naturelles ne peut et ne doit se faire au détriment du développement de nos peuples, les peuples des pays ayant une importante couverture forestière et un faible taux de déboisement. C'est la raison pour laquelle nous espérons que des investissements substantiels seront consentis à l'appui du développement durable de ces pays.

Le Suriname a, dès le départ, appuyé le processus de restructuration de l'ONU, afin de disposer d'une organisation plus performante et plus efficace qui serait mieux armée pour relever comme il se doit les défis, anciens et nouveaux. Dans ce contexte, nous espérons que le rôle de l'ONU en tant que partenaire du développement gagnera en importance et que l'action de l'Organisation en faveur du renforcement des capacités et du développement durable sera plus cohérente et plus efficace.

Le Suriname prend également part, actuellement, à l'initiative Unité d'action des Nations Unies, à travers laquelle il répond à la nécessité d'un engagement cohérent de l'Organisation des Nations Unies dans ses efforts de développement. À cette fin, le Suriname et les institutions des Nations Unies ont signé le plan d'action de programmes de pays pour la période 2008-2011, qui comporte également un volet sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Nous sommes entrés dans une ère d'angoisses et de préoccupations croissantes qui dépassent les frontières nationales. La situation qui prévaut dans le monde contemporain exige que l'ONU soit en harmonie avec les événements internationaux actuels. Le Suriname estime que l'Organisation des Nations Unies devrait être dotée des outils et instruments qui lui permettraient de relever les défis mondiaux tout en appuyant un programme complet et cohérent de développement dans l'intérêt de toutes les nations du monde.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président

de la République du Suriname de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Runaldo Ronald Venetiaan, Président de la République du Suriname, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Álvaro Colom Caballeros, Président de la République du Guatemala

Le Président (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Guatemala.

M. Álvaro Colom Caballeros, Président de la République du Guatemala, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Álvaro Colom Caballeros, Président de la République du Guatemala, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Colom Caballeros (*parle en espagnol*) : C'est pour moi un honneur que de représenter mon pays, le Guatemala, dans cette haute enceinte internationale. Je me sens tout aussi honoré de représenter un peuple qui, durant des dizaines d'années, et particulièrement au cours des 54 dernières années, a lutté pour son bien-être et sa liberté. Mon gouvernement est d'ailleurs une expression de cette aspiration, car après tant d'années, l'action gouvernementale est désormais axée en priorité sur l'être humain, sur la notion de solidarité, de cohésion sociale et, en particulier au cours des 254 jours au cours desquels j'ai été à la tête du pays, sur la population la plus pauvre et marginalisée, en particulier sur les 23 peuples autochtones qui composent notre nation.

Je voudrais avant tout adresser mes salutations à M. Miguel d'Escoto Brockmann, que nous voyons diriger les travaux de cette Assemblée avec une grande fierté centraméricaine, car avant lui, un seul Centraméricain, le Guatémaltèque Emilio Arenales Catalán, l'avait fait. Je sais que l'expérience et l'exemple de vie que nous offre Miguel permettra à la présente session d'être couronnée de succès.

Je voudrais en outre remercier l'Organisation des Nations Unies qui a accompagné le Guatemala dans son cheminement vers la paix et dans le suivi de ce processus avec la Mission de vérification des Nations

Unies au Guatemala (MINUGUA) et, récemment avec la présence de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG), un mécanisme unique en son genre – nous sommes le seul pays doté d'un tel mécanisme – qui nous aidera à lutter contre l'impunité.

Des dirigeants du monde présents à la présente session de l'Assemblée, on se souviendra dans 10 ou 20 ans pour avoir eu la sagesse d'émerger de la crise actuelle – une crise face à laquelle, dans certains domaines et à certains moments la solidarité mondiale fait cruellement défaut. Je m'associe à la déclaration de Miguel d'Escoto Brockmann qui lançait un appel à la solidarité. À mon avis, le remède à la crise est la solidarité mondiale. Nous avons mondialisé les échanges et mondialisé l'information, mais nous n'avons pas fait preuve de suffisamment de discernement pour mondialiser l'humain, pour mondialiser notre main-d'œuvre pour que les migrants ne soient plus traités comme des délinquants mais comme des migrants, au même titre que les produits, le commerce et l'argent, qui peuvent, eux, traverser librement les frontières. Nos migrants ne recherchent rien d'autre que de pouvoir bénéficier des possibilités que leur offrent précisément cette mondialisation et cette ouverture des frontières. C'est cette ouverture qui a aggravé leur pauvreté et qui les pousse à abandonner leurs communautés.

Voilà pourquoi je lance un appel tout particulier et je fais une proposition au Secrétaire général pour que nous cessions de tenter de régler le problème des migrations de manière bilatérale, mais sous forme de bloc. J'aimerais proposer à l'ONU, à titre d'exemple, de constituer un forum composé d'anciens Présidents de pays d'origine et de pays d'accueil de migrants, tels que les pays frères El Salvador, le Honduras, le Guatemala, la Colombie, l'Équateur et le Mexique. Ensemble, en six mois, nous pourrions formuler une proposition concrète pour mettre fin définitivement à ce qui est un drame pour tant de familles, tant de Guatémaltèques et de nombreuses autres nations.

Je voudrais également aborder les fléaux que sont le trafic de drogue et le crime organisé, des phénomènes qui affectent gravement nos populations. Notre gouvernement, en 254 jours seulement, a procédé à un profond assainissement des forces de sécurité. Nous avons changé l'état-major de l'armée et l'ensemble de la direction de la police nationale afin de lutter contre l'impunité, avec l'aide de la CICIG et du système des Nations Unies, pour que le Guatemala

trouve enfin la paix véritable, solide et durable, la paix que nous avons signée avec tant d'espoir ici le 29 décembre 1996.

Tout événement extérieur à notre pays nous touche. La manipulation et la spéculation, même extérieures, du pétrole et des aliments, nous frappent. Comme le disait mon grand ami le Président Saca, d'El Salvador, nos pays s'acquittent de leurs tâches intérieures. En 254 jours, mon gouvernement, grâce à la cohésion sociale, a rendu au peuple guatémaltèque ce que sa Constitution lui garantissait : l'enseignement et des soins de santé gratuits – totalement gratuits, comme l'exige la Constitution. Nous avons rompu un paradigme. Au Guatemala, il était interdit de tomber malade après 17 heures parce que les dispensaires du pays fermaient à cette heure. Aujourd'hui, 52 municipalités sur 333 se sont dotées de services de santé complets. En outre, 300 000 enfants ont désormais des écoles rénovées, avec des instituteurs, des pupitres et tout le matériel nécessaire.

La volonté peut déplacer des montagnes, mais la solidarité doit être de mise entre tous. Nous avons besoin de cette solidarité centraméricaine et nous y participons, elle nous permet de dire au monde que l'économie de marché fonctionne. Durant 50 ans, nous avons eu un marché commun, et nous savons qu'il fonctionne. Mais nous savons aussi que ce marché commun exige également une solidarité sociale entre ses membres.

J'ai toujours pensé que la solidarité ne signifiait pas donner ce que l'on a de trop; la solidarité, c'est donner ce dont l'autre a besoin, car donner le superflu est très facile. Donner ce dont l'autre a besoin exige de la volonté et de la solidarité. Nous savons, et nous avons entendu les déclarations de nos collègues qui se sont exprimés sur la présente crise internationale, qu'il existe une crise plus profonde. La crise que les dirigeants du monde doivent affronter, c'est la crise de la faim, la crise de la discrimination, la crise de l'abandon. C'est la crise de la faim contre laquelle tous les dirigeants ici présents luttent, mais c'est aussi un problème mondial. Les Guatémaltèques sont des hommes du maïs, mais il y a quelques années, l'on a dit que semer du maïs n'était pas rentable, et l'on a détruit les systèmes de production du maïs. Aujourd'hui, le Guatemala importe du maïs.

Je pense qu'est venu le temps de la solidarité et d'une véritable sécurité mondiale. La sécurité citoyenne est peut-être facile à établir, en dépit de la

complexité de mon pays. Mais la souveraineté alimentaire, la souveraineté sanitaire, la souveraineté des connaissances sont plus difficiles à atteindre.

Nous nous sommes fixés comme objectif d'instaurer la solidarité, la productivité, l'esprit régional et la bonne gouvernance. Nous avons mis sur pied tout un système de dialogue national qui permet à tous les secteurs sociaux du pays d'avoir accès à des enceintes de dialogue pour parvenir à une véritable entente nationale et commencer à reconstruire un pays qui a été dévasté pendant 54 ans, frappé par la marginalisation, la guerre froide, la faim et les mauvais gouvernements.

Je suis convaincu qu'une nouvelle ère approche pour l'Amérique latine. Je suis convaincu que tous les sommets et toutes les réunions que nous avons organisés en Amérique latine annoncent des temps nouveaux. Malgré nos différences, malgré nos particularismes, l'Amérique latine a commencé à se tourner vers le Nord, vers le Sud et vers le Centre et les Caraïbes, et ce faisant nous voyons un continent capable d'une plus grande unité et d'une coopération horizontale Sud-Sud et Nord-Sud plus forte. Avec nos voisins de notre chère Amérique centrale, et il y a dans cette salle des centroaméricains de souche, ce que nous voulons c'est une Amérique centrale unie, une Amérique centrale forte.

Cette Assemblée a les moyens de transformer radicalement l'avenir de notre planète. Nous sommes bien entendu préoccupés par les changements climatiques, mais il nous faut préserver la biosphère maya de manière à ce que d'autres puissent respirer, alors même que nos communautés meurent de faim. C'est ça la solidarité. Nous donnons de l'oxygène, mais en échange nous recevons de la technologie. Nous donnons de l'oxygène, mais en échange nous bénéficions de la solidarité. Nous donnons de l'oxygène, mais en échange les autres pays comprennent que nous méritons un sort meilleur; un sort précisément fondé sur cette solidarité internationale.

Nous avons également engagé une réforme fiscale. Beaucoup d'entre vous savent que les réformes fiscales au Guatemala ont longtemps étaient synonymes de coups d'État et de problèmes. Mais aujourd'hui la réforme fiscale avance et elle recueille un bon niveau de consensus. Mais cette réforme s'accompagne d'un engagement en faveur de la transparence et de la qualité des dépenses publiques.

En seulement 254 jours, 7 % du budget national ont été réorientés en faveur des pauvres; des ressources qui autrefois étaient et auraient pu aujourd'hui encore être totalement consacrées à d'autres choses, sans que les pauvres n'en tirent aucunement profit. Sept municipalités ont commencé à voir baisser leur taux de mortalité maternelle. Les dispensaires sont pleins parce que désormais ils sont ouverts et assurent des services. La scolarisation des enfants a connu une augmentation radicale dans les 45 municipalités prioritaires. Tout cela est possible, si l'on a la volonté de le faire.

Nous jouissons peut-être de la meilleure sécurité. Mais alors que El Salvador, la Colombie ou le Mexique enregistrent plus de succès dans leur lutte contre le trafic des stupéfiants, c'est le Guatemala qui paie la facture. C'est pourquoi, je voudrais dans le court laps de temps qui m'est imparti, saluer et remercier notre voisine, la Colombie, de l'appui qu'elle nous a apporté pour combattre, au plan régional, la criminalité organisée et le trafic des stupéfiants. Nos jeunes n'ont pas à payer pour les faiblesses des autres. Les gens ordinaires, les autochtones de nos pays n'ont pas à payer pour les vices des autres. Je suis persuadé que si nous unissons nos forces au plan régional, les choses s'amélioreront.

Je voudrais saluer le système des Nations Unies et lui réitérer nos remerciements. La paix obtenue au Guatemala après huit années de négociations, auxquelles j'ai eu l'honneur de prendre part, suivie de la Mission des Nations Unies pour la vérification des droits de l'homme et du respect des engagements pris aux termes de l'Accord général relatif aux droits de l'homme au Guatemala (MINUGUA), et à présent la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG) nous rendent plus facile le chemin ardu vers l'intégration du Guatemala, vers son développement et vers l'instauration de l'équité dans le pays.

Je voudrais indiquer aux Membres que les programmes en faveur de la cohésion sociale, expérimentés et mis en œuvre au Guatemala, mais également dans des pays amis, donnent des résultats. Le programme « Ma famille progresse » s'occupe de plus de 40 000 familles et permet aux jeunes d'aller à l'école et de fréquenter les dispensaires. Le programme « Le panier solidaire » donne, lui, des résultats dans les zones urbaines. Le programme « Écoles ouvertes » permet de faire baisser la délinquance dans les zones à haut risque de la ville de Guatemala.

Après avoir eu le courage de mondialiser l'économie, le défi, et pour ainsi dire l'obligation, qui s'impose à nous aujourd'hui c'est de mondialiser l'humanité. Grâce à cette mondialisation, exprimée par une solidarité intégrale et mondiale, nous parviendrons peut-être à sauver la planète. Nous arriverons peut-être à la sauver en combinant nos succès et en nous efforçant de ne pas renouveler nos erreurs.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, c'est avec beaucoup de fierté que je tiens à remercier le Président de la République du Guatemala de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Álvaro Colom Caballeros, Président de la République du Guatemala, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Lech Kaczyński, Président de la République de Pologne

Le Président (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Pologne.

M. Lech Kaczyński, Président de la République de Pologne, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Lech Kaczyński, Président de la République de Pologne, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Kaczyński (*parle en polonais, texte anglais fourni par la délégation*) : Je voudrais tout d'abord exprimer mon respect et ma gratitude au Président de la précédente session de l'Assemblée générale, M. Srgjan Kerim, dont la participation active et les initiatives ont contribué à élargir l'ordre du jour de l'Assemblée et à en faciliter les travaux. Je tiens à adresser mes félicitations à son successeur, M. Miguel d'Escoto Brockmann. Je vous félicite, Monsieur le Président, pour votre élection et je vous souhaite une session très fructueuse.

L'année qui vient de s'écouler a été riche en nouveaux défis et problèmes auxquels la communauté internationale doit faire face. Dans le cadre de nos efforts pour remédier à ces problèmes et y apporter les meilleures solutions possibles, nous avons une fois de plus pris conscience du fait que les diverses crises ne peuvent pas être véritablement surmontées sans

référence à ces valeurs universelles que sont la démocratie, la liberté et la solidarité.

Aujourd'hui, l'un des plus gros problèmes mondiaux est la crise alimentaire et ses conséquences. La décision de faire de cette question le thème central de la présente session de l'Assemblée générale atteste le rôle spécial de l'ONU en tant que forum de débats axés sur les grands problèmes du monde. La Pologne salue l'initiative visant à conjuguer le débat sur la crise alimentaire et les discussions portant sur le besoin de démocratiser l'ONU, car seule une Organisation démocratique et efficace pourra relever les défis mondiaux consistant à éliminer la faim et la pauvreté et à garantir le développement durable des nations les plus pauvres. C'est pourquoi nous restons convaincus que le processus de réforme de l'ONU doit se poursuivre.

L'un des aspects fondamentaux de la gouvernance démocratique de l'ONU est la règle « un État, une voix ». Chaque État doit se voir accorder la possibilité de décider quelle direction l'ONU empruntera, et l'Assemblée générale reste l'instance la plus importante pour ce débat démocratique. Dans ce contexte, il importe tout particulièrement de rationaliser le mécanisme de prise de décision.

Nous sommes favorables à une accélération des travaux portant sur la réforme du Conseil de sécurité. Il faut augmenter le nombre de membres non permanents du Conseil afin que celui-ci soit véritablement le reflet du monde contemporain. Souvenons-nous que certaines des règles relatives à la composition du Conseil ont été posées à une époque où le monde était fondamentalement différent de ce qu'il est aujourd'hui.

« Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ». Ce principe est inscrit dans l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, dont nous célébrons le soixantième anniversaire cette année. Nous, la communauté internationale, avons pour responsabilité de veiller à la réalisation de ce principe.

La lutte contre la faim et la pauvreté est l'un des huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Il y a presque huit ans que la communauté internationale a arrêté ces objectifs. En dépit de toutes

les déclarations qui ont été faites et des nombreux engagements qui ont été pris, nous sommes encore loin de réaliser ces objectifs. Il sera impossible de triompher de la crise actuelle ou de mener à bien nos politiques de développement si – et j'insiste là-dessus – tous les pays n'assument pas leur responsabilité individuelle, ne prennent pas de mesures concrètes et n'évaluent pas les progrès réalisés à ce jour. Nous devons œuvrer de concert à promouvoir un programme de développement mondial fondé sur les OMD.

C'est dans cet état d'esprit que la Pologne a souscrit à l'appel lancé par le Premier Ministre britannique Gordon Brown pour que des mesures soient prises relativement à la réalisation des OMD. Nous espérons que cette déclaration, reflet d'une large entente entre les pays, les représentants des milieux d'affaires, les organisations non gouvernementales et les associations confessionnelles, favorisera la réalisation intégrale des OMD. Nous sommes d'avis que la réunion de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement qui doit se dérouler le 25 septembre aboutira à des engagements concrets qui seront mis en œuvre en temps voulu, ce qui est d'une importance particulière.

Lorsque nous analysons les causes de la crise alimentaire en vue de trouver des remèdes efficaces pour lutter contre la pauvreté et la faim, nous notons les énormes effets négatifs des changements climatiques sur ces phénomènes. Bien que le monde entier ressentira les conséquences de ces changements, ce sont les plus pauvres qui en subiront les contrecoups et qui en souffriront le plus. Il va sans dire qu'en l'absence de solidarité, de responsabilité et d'une coopération accrue, les pays en développement ne pourront pas, comme ils s'y sont engagés, réduire les émissions de gaz à effet de serre ni s'adapter avec succès aux changements climatiques. Cela exige donc de changer quelque peu la philosophie qui sous-tend notre approche, et cela exige également du Nord qu'il intensifie ses efforts en faveur du Sud. Tout ce que je suis en train de dire, c'est que les riches devraient s'engager bien davantage à aider les pauvres. L'ONU est à coup sûr la principale organisation – voire la seule – à pouvoir réaliser ces objectifs.

À cette fin, la Pologne souhaite participer activement aux activités de la communauté internationale. C'est pourquoi nous accueillerons à Poznan en décembre de cette année la quatorzième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements

climatiques et la quatrième Réunion des Parties au Protocole de Kyoto. L'un des principaux défis auxquels la Conférence sera confrontée cette année consistera à trouver des solutions et des mécanismes qui appuieront et favoriseront de véritables changements systémiques dans les pays en développement. Cela est particulièrement important pour garantir le financement des investissements qui permettront de moderniser les économies de ces pays et qui les aideront à réduire les émissions de dioxyde de carbone et à s'adapter aux changements climatiques. Je réaffirme ici qu'il ne sera pas possible de réaliser ces objectifs si l'on ne modifie pas en profondeur les façons de penser, et ce surtout de la part des pays qui ont le plus de ressources. Nous espérons que la conférence qui se tiendra à Poznan cette année permettra de poser des bases solides propices à la conclusion d'un nouvel accord à Copenhague en décembre de l'année prochaine.

En sa qualité de Président de la quatorzième session de la Conférence des Parties, la Pologne s'efforcera de rapprocher autant que possible les positions des principaux pays afin de faire en sorte que le maximum de progrès soit réalisé à la Conférence de Poznan. Nous attendons la coopération et le soutien de nos partenaires et amis de la communauté internationale. Nous apprécions au plus haut point l'attachement profond du Secrétaire général à la mise en œuvre de ces objectifs.

Il faut associer l'adoption de nouvelles technologies environnementales à une sécurité énergétique renforcée et à une diversification des sources d'énergie. Comme nous ne disposons toujours pas de mécanismes qui garantissent la solidarité de tous les États membres de l'Union européenne en matière d'énergie – je mentionne ici l'Union européenne mais ce que je dis vaut également pour tous les autres États du monde – la question de la sécurité énergétique devient pour nous une priorité.

La Pologne suit avec préoccupation l'évolution de la situation en Géorgie. Nous pensons que tous les États européens, et en particulier les États de l'Union européenne, devraient, à titre prioritaire, engager un dialogue et agir avec solidarité et cohérence en vue de mettre en œuvre une politique énergétique. C'est la seule façon pour l'Europe de garantir sa sécurité énergétique, surtout à un moment où les actions de ses principaux fournisseurs actuels d'énergie sont complètement imprévisibles.

La préoccupation de la Pologne est due au fait que certains États, en particulier un État très puissant, usent de l'énergie à des fins politiques dans leurs relations avec les pays voisins et avec toutes les autres nations qui reçoivent un approvisionnement énergétique de cet État.

Il est par conséquent extrêmement important de diversifier les sources d'approvisionnement, d'introduire des règles transparentes pour régir le commerce énergétique, notamment en instaurant des itinéraires et des sources d'énergie de remplacement pour l'Union européenne, notamment depuis la Mer Caspienne, l'Asie centrale et le Moyen-Orient. Cela pourrait accélérer considérablement le développement des États de ces régions et améliorer leur potentiel dans un contexte de solidarité mondiale.

J'ai mentionné la Géorgie dans le contexte de la sécurité énergétique. Mais la situation dans ce pays est autrement plus grave. Il y a quelques semaines nous avons assisté à une agression militaire illégale et à la division du pays. Il s'agissait d'une agression contre un état indépendant. Les principes fondamentaux du droit international, tels que l'inviolabilité des frontières et le respect de l'intégrité territoriale, ont été bafoués.

Si ces principes ne sont pas respectés, ce n'est pas à un conflit, mais à des centaines que le monde assistera. Nous ne pouvons tolérer que le droit international soit relativisé. Nous ne pouvons tolérer que le droit international soit appliqué aux faibles mais qu'il ne contraigne pas les forts. Si nous acceptons cet état de fait, le droit international n'aura pas d'impact positif, notamment en ce qui concerne le principe d'intégrité territoriale. Nous ne pouvons pas tolérer la disparition d'un principe sur la base duquel l'Organisation des Nations Unies a été fondée il y a 63 ans à la suite de la Seconde Guerre mondiale, après l'échec de la Ligue des Nations. Ce principe fondateur de l'ONU est le principe du droit et de l'opposition à l'usage illégal de la force.

Tous les membres ne viennent pas de pays voisins de la Géorgie, de pays d'Europe ou limitrophes, mais le problème de la Géorgie est un problème qui nous concerne tous, qui concerne tout pays aux prises à des problèmes d'intégrité territoriale ou des voisins plus forts qui profitent de la situation. Le droit international devrait reposer sur le respect absolu de la Charte des Nations Unies par tous les sujets de droit international – principalement par tous les États. Il devrait être fondé sur la responsabilité commune de veiller au

destin des pays incapables d'assurer eux-mêmes leur sécurité.

Voilà les raisons qui ont motivé ma réaction au conflit géorgien et les actions des présidents d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie, et d'Ukraine. La mise en œuvre totale du plan de paix, qui devrait également traiter de la question de l'intégrité territoriale de la Géorgie, est une condition préalable aux relations futures entre l'Union européenne – dont la Pologne est le vingt-sixième membre – et la Russie. Ces relations ne peuvent être correctes et mutuelles que si les deux parties respectent le droit international dans leurs relations entre elles et avec des tierces parties.

Un aspect de l'engagement de la Pologne en matière de sécurité internationale est sa participation à une coalition antiterroriste dans plusieurs régions instables du monde. Aujourd'hui, plus de 3 500 militaires et officiers de police polonais participent aux forces mondiales de maintien de la paix et de stabilisation – de l'Afrique aux Balkans, partout au Moyen-Orient et en Asie.

L'Iraq figure parmi ces régions. Au cours des cinq années de présence en Iraq, la Pologne s'est efforcée d'aider ses amis et alliés iraqiens à renforcer la sécurité externe et interne. Sa mission, dont l'étape principale s'achève cette année, a été un franc succès. L'Iraq d'aujourd'hui est indéniablement plus sûr et plus stable qu'il ne l'était il y a quelques années, quoi que certains puissent en penser.

La situation en Afghanistan, en revanche, reste problématique. Nous sommes convaincus que la mission en Afghanistan, à laquelle la Pologne participe activement, ne peut que se solder par un succès, un succès militaire dans la lutte contre le terrorisme, mais aussi un succès dans le sens où le peuple afghan réussira à améliorer sa vie quotidienne. Les actions militaires doivent être assorties de mesures visant à stabiliser l'économie afghane, améliorer la situation de sécurité intérieure, et permettre à l'Afghanistan de se développer plus rapidement. Je veux espérer que cette mission sera couronnée de succès.

Le manque de stabilité qui perdure au Moyen-Orient est une source d'inquiétude pour presque – le « presque » est regrettable – tous les pays du monde, dont la Pologne. Le long processus d'édification d'un État palestinien indépendant devrait être mené à bien aussi rapidement que possible, pour le bien des Palestiniens comme des Israéliens, deux nations amies de la Pologne. Nous souhaitons au peuple palestinien

plein succès dans leur lutte pour un état indépendant. À Israël, avec qui nous entretenons des liens historiques importants, parce que nombre de ses citoyens viennent de Pologne, nous souhaitons succès et paix, une paix dont Israël a bien besoin.

Je constate avec satisfaction que la situation au Liban est porteuse d'espoir. La Pologne estime que les élections et le nouveau président amèneront la stabilité et la paix que le peuple libanais attend depuis 35 ans – et même avant cela, la situation était déjà souvent difficile. Nous souhaitons plein succès aux nouvelles autorités libanaises et à la nation libanaise. Nous jouerons un rôle actif dans cette région du monde dans un esprit de solidarité internationale et du fait de nos liens historiques.

Les questions que j'ai évoquées ne peuvent être réglées par un seul État ou par un seul groupe d'États. Aujourd'hui, tous les pays doivent de toute évidence agir de concert : les riches et les pauvres, de l'Est, comme de l'Ouest. Mais dans le monde d'aujourd'hui, où la division entre l'Est et l'Ouest n'est plus aussi importante que par le passé, nous avons surtout besoin que le Nord et le Sud soient solidaires; nous devons aider ceux qui en ont besoin.

Nous devons promouvoir la démocratie en l'adaptant, bien sûr, aux conditions et aux traditions culturelles de chaque État car, quels que soient ses défauts, il n'y a jamais eu dans l'histoire de meilleur système pour l'humanité. Nous devrions agir ensemble et dans un esprit de solidarité en utilisant au mieux les structures internationales telles que l'Organisation des Nations Unies et ses institutions, qui ont une portée mondiale et une position unanimement reconnue. Le Secrétaire général estime à juste titre que le travail des institutions devrait être mieux coordonné, même si les organismes rattachés à l'ONU ont eu à leur actif de grandes réussites ces dernières décennies.

Le plus important, cependant, est d'assurer le respect universel du droit international, des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

J'espère que l'année prochaine, lors de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale, le monde sera un peu plus sûr et un peu plus proche des principes que j'ai eu l'honneur de mentionner au cours de cette allocution.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président

de la République de Pologne de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Lech Kaczyński, Président de la République de Pologne, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

M. Wolfe (Jamaïque), Vice-Président, assume la présidence.

Allocution de M. François Bozizé, Président de la République centrafricaine

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République centrafricaine

M. François Bozizé, Président de la République centrafricaine, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. François Bozizé, Président de la République centrafricaine, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Bozizé : Je voudrais tout d'abord adresser mes sincères félicitations à S. E. M. Miguel d'Escoto Brockmann, pour son élection en qualité de Président de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale. Le rôle reconnu à son pays, le Nicaragua, en faveur des objectifs de l'Organisation des Nations Unies et sa longue et brillante carrière de diplomate sont ainsi honorés à travers cette élection. Je voudrais, par la même occasion, l'assurer du soutien de mon pays, et du mien propre, dans l'accomplissement de sa lourde et noble mission.

Qu'il me soit permis d'adresser à son prédécesseur, S. E. M. Srgjan Kerim, Président de la soixante-deuxième session, un hommage mérité pour l'excellent travail qu'il a accompli tout au long de son mandat.

Au Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, je voudrais adresser mes encouragements pour les importantes orientations qu'il ne cesse d'impulser à notre Organisation depuis sa prise de fonction.

Mon pays, la République centrafricaine, connaît depuis 1996 une situation d'instabilité interne alimentée par les effets des multiples conflits dans les territoires limitrophes : la crise du Darfour, les incessantes incursions des bandes armées non

conventionnelles dans le nord-est et le nord-ouest, celles de la Lord's Resistance Army dans la partie méridionale frontalière avec le Soudan et la République démocratique du Congo s'accompagnent de pillages, de viols, de déportations et d'enrôlements d'enfants de moins de 10 ans.

L'utilisation de cette partie du territoire centrafricain comme base arrière par les éléments armés non étatiques représente un danger du même ordre que les faits générateurs de la résolution 1778 (2007) du Conseil de sécurité.

Je me félicite du mandat qui est dévolu à la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT), dans le cadre d'une opération multidimensionnelle destinée à restaurer les conditions de sécurité nécessaires au retour volontaire et durable des réfugiés et personnes déplacées par les conflits, dans cette région des trois frontières, à cheval entre la République centrafricaine, le Tchad et le Soudan.

Cependant, avec la fin du mandat de la Force de l'Union européenne (EUFOR) en mars 2009, et compte tenu de la fragilité de la situation dans le nord-est mais aussi du développement de l'insécurité dans le sud-est, la révision de la mission de la MINURCAT et son dimensionnement sont souhaités. Nous attendons de tous nos vœux qu'elle dépasse le cadre actuel de sa compétence pour devenir une force opérationnelle des Nations Unies. Nous souhaitons vivement que la collaboration entre la MINURCAT et les autres forces mises en œuvre dans le cadre régional et communautaire se poursuive.

L'évocation de la situation dans mon pays m'offre l'opportunité d'insister sur le fait que les crises militaro-politiques récurrentes ont aggravé la pauvreté et l'insécurité alimentaire, en particulier dans les zones rurales et agricoles.

Le thème du débat général, à savoir l'impact de la crise alimentaire mondiale sur la pauvreté et la faim dans le monde, aussi bien que la nécessité de démocratiser les Nations Unies, qui nous est proposé cette année, est au cœur des préoccupations de la communauté internationale depuis plusieurs décennies et s'articule, s'agissant du premier aspect, autour des questions suivantes : conditions climatiques, problèmes démographiques, questions de l'endettement, libre-échange et commerce équitable, réorientation du secteur agricole vers le biocarburant, cours du pétrole et conflits armés.

Dans le contexte actuel de l'économie et du commerce mondial, les catastrophes naturelles et les conflits armés, par leurs effets sur les structures socioéconomiques, accentuent l'impact de la crise alimentaire sur les pays en développement.

Dans le cas de la République centrafricaine, la crise alimentaire peut être vue comme un paradoxe au regard de ses potentialités naturelles. En effet, dans tout le pays, le climat est favorable à une agriculture pluviale avec 800 millimètres à l'extrême nord et plus de 1 500 millimètres au sud. Une densité hydrographique enviable et une disponibilité en eau douce estimée à 37 000 mètres cube par habitant.

Sur près de 15 millions d'hectares de terres arables, seulement 600 à 700 hectares sont cultivés, soit 1 % du territoire national et 4,4 % de la superficie arable. Moins de 0,5 hectare est exploité par actif agricole.

Les ressources pastorales représentent 9,3 millions d'hectares sur un total de 16 millions, avec un cheptel d'environ 3,2 millions d'unités de bétail tropical.

Les défis à relever sont l'insécurité dans les zones rurales, la désorganisation des producteurs agricoles, la faible capacité d'appui au monde rural, l'enclavement et le manque d'infrastructures économiques et sociales de base, l'exode rural et l'impact du VIH/sida et du paludisme, qui réduisent les forces de travail, engendrent le faible accès au crédit et favorisent la discrimination sociale.

L'un des objectifs du Millénaire pour le développement est de réduire de moitié le nombre des affamés de 1996 à 2015 et de moitié la pauvreté de 1990 à 2015.

Il y a certes à cela plusieurs causes : les causes dites naturelles et les causes humaines. Les causes naturelles proviennent des catastrophes naturelles, de la sécheresse, de la désertification, de la dégradation de l'environnement et des inondations qui provoquent l'érosion des terres arables. Les causes humaines sont estimées responsables de plus de 35 % des urgences alimentaires en 2004 contre seulement 15 % en 1992. Les guerres et les bouleversements économiques et sociaux ont provoqué ou aggravé la situation alimentaire.

L'Assemblée générale des Nations Unies est le forum approprié pour poser les problèmes auxquels

notre monde est confronté et en débatte. C'est ce que l'on attend de nous dans cette Assemblée.

Il n'y a point d'œuvre humaine qui ne soit inaccessible par l'effort. Ce faisant, il est possible de relever le défi de la crise alimentaire. Mais nos faiblesses résident avant tout dans notre incapacité technique, économique et structurelle à créer les conditions de la production et de la productivité agricoles.

Je me félicite des mesures prises en juin 2008 au Sommet mondial de l'alimentation de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome sur la crise alimentaire. L'initiative portant sur la flambée des prix des denrées alimentaires devra avoir pour pilier principal la relance de la production vivrière dans nos pays. Pour cela, la proposition faite par le Fonds monétaire international (FMI) de doubler son aide à l'agriculture sur le continent africain est attendue avec l'espoir de renforcer les capacités productives de nos paysans et de créer les conditions structurelles de productions et de commercialisations agricoles.

Dans le cadre de la concertation régionale sur la crise alimentaire qui s'est tenue à Kinshasa, en République démocratique du Congo, le 29 juillet 2008 sous l'égide de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), il a été convenu de rendre effective la Déclaration de Maputo et celle d'Abuja consistant, respectivement, à allouer 10 % de notre budget national à l'agriculture et assurer à nos pays une meilleure accessibilité aux intrants.

Nous avons aussi donné mandat à la CEEAC d'accélérer, entre autres actions, le processus de mise en œuvre de la politique agricole commune. La relance du secteur agricole fait partie des priorités de mon mandat en tant que Président de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). Lors du sommet de Yaoundé en juin 2008, nous avons décidé de placer cette préoccupation au centre du programme économique régional.

Toutes ces bonnes résolutions ne pourront devenir réalité pour nos agriculteurs que si les appuis promis leur parviennent réellement. Particulièrement en Centrafrique, ces promesses, si elles sont tenues, permettront d'accélérer la mise en place des pôles de développement régionaux susceptibles de réduire les carences de l'activité agricole et les disparités entre zones rurales et urbaines.

La question de la sécurité alimentaire est devenue une préoccupation mondiale et la faim reste la pire des armes de destruction massive. Les nombreuses crises sociales que nous notons çà et là résultent de la conclusion que l'insécurité alimentaire s'accroît avec le coût de la vie de plus en plus élevé et d'autres aléas, comme les changements climatiques et les catastrophes naturelles.

En Centrafrique, du fait de l'action destructive des groupes militaro-rebelles non conventionnels souvent manipulés, l'insécurité alimentaire, notamment en milieu rural, est alors provoquée par l'absence de sécurité. Cela a conduit le gouvernement à organiser le séminaire national sur la réforme du secteur de la sécurité en avril 2008, qui constitue une étape importante vers la paix.

Dans cette optique, le processus du dialogue politique inclusif que j'ai pris l'engagement de conduire jusqu'à son terme devrait s'imposer à tous les Centrafricains comme un impératif catégorique.

Aujourd'hui, des millions de personnes dans le monde perdent de plus en plus leurs moyens de subsistance du fait de l'impact de l'insécurité alimentaire et de la flambée du prix du pétrole sur l'économie mondiale, ce qui entraîne des conséquences sans précédent sur l'ordre mondial et la paix.

La faim, l'environnement, la corruption, les conflits civils et ethniques sont un fardeau pour les populations les plus démunies de la planète.

D'autres menaces, telles que le terrorisme, la pauvreté et la mal-gouvernance, contribuent également à rendre le monde encore plus vulnérable et nous interpellent sur les réponses et les méthodes pour une solution durable.

Dans cette ère d'interdépendance des États, la première solution semble être de créer un forum de décision collectif et un instrument d'action rapide. C'est la vision qu'avaient les fondateurs de notre Organisation en 1945.

Mais il faut reconnaître aujourd'hui les limites des différentes institutions qui la composent et convenir de la nécessité d'une réforme pour en faire un instrument beaucoup plus efficace en vue de la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement et de la recherche de la paix qui soit adaptée au contexte actuel.

Mon pays est convaincu de l'importance d'une démocratisation réelle du système des Nations Unies. À cet égard une attention particulière mérite d'être portée au fonctionnement du Conseil de sécurité, du Conseil économique et social, des institutions de Bretton Woods et de l'Assemblée générale. Si nous prenons ensemble la courageuse décision de mettre en œuvre ce projet ambitieux, nous gagnerons le pari d'offrir une structure idéale à même d'aborder toutes les questions internationales. C'est une occasion d'édifier un monde plus sûr, plus équitable, plus équilibré et plus libre pour tous les peuples.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de République centrafricaine de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. François Bozizé, Président de la République centrafricaine, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Pedro Verona Rodrigues Pires, Président de la République du Cap-Vert

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Cap-Vert.

M. Pedro Verona Rodrigues Pires, Président de la République du Cap-Vert, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Pedro Verona Rodrigues Pires, Président de la République du Cap-Vert, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Pires (*parle en portugais; interprétation assurée par la délégation*) : Tout d'abord, j'adresse mes félicitations à M. Miguel d'Escoto Brockmann pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-troisième session. Je lui souhaite une présidence couronnée de succès. J'adresse également mes salutations au Secrétaire général Ban Ki-moon et lui exprime toute ma reconnaissance pour son attachement à la paix, au dialogue et à la prospérité de tous.

Le monde devient de plus en plus complexe et présente de nombreux défis, risques et d'innombrables incertitudes. Cet état de fait appelle à un multilatéralisme accru, à une responsabilité mieux

partagée et à une coopération plus étroite. Bref, il demande et attend plus et mieux de la part des Nations Unies.

Le monde fait face à une crise profonde et multidimensionnelle qui touche les domaines de la finance, de l'énergie, de l'alimentation et de l'environnement. En effet, nous évoluons dans un environnement lourd d'incertitudes dans l'immédiat et dans le plus long terme, situation confirmée par l'instabilité financière, la fluctuation des taux de change, la montée vertigineuse des prix du pétrole et des denrées alimentaires, et une économie mondiale globalement agitée. Notre sécurité économique, humaine, politique et militaire – en d'autres termes, notre sécurité générale et collective – est menacée.

D'une part, la criminalité transnationale organisée et le terrorisme menacent l'ordre international et l'état de droit. D'autre part, les conséquences du réchauffement de la planète et des changements climatiques, ainsi que les risques causés par l'aggravation de ces phénomènes, sont des faits réels qui défient les dirigeants et les institutions du monde.

La paix dans le monde demeure hors d'atteinte. Des régions sont encore en proie à des conflits armés. En réalité, ces derniers resurgissent épisodiquement ou persistent à faible intensité. Entre-temps, de nouvelles sources de tensions se font jour dans de nombreux endroits. Mais je pense que nous convenons que la guerre n'est pas le meilleur moyen de relever ces défis.

Nous ne sommes pas non plus parvenus à garantir la sécurité et à édifier la confiance entre tous et pour tous, petits et grands, riches et pauvres. Mais sans sécurité, sans stabilité sociale, sans cohésion politique et institutionnelle, et surtout sans confiance mutuelle entre les acteurs politiques internationaux, il est difficile de faire prévaloir les principes qui peuvent contribuer à régler les principaux problèmes du monde, à relever nos principaux défis, à trouver une solution à l'extrême pauvreté et aux maladies endémiques les plus courantes, et surmonter les déséquilibres sociaux et économiques actuels.

En adoptant les objectifs du Millénaire pour le développement, la communauté internationale s'est clairement engagée à contribuer à surmonter cette situation intenable. C'est pourquoi j'invite l'Assemblée à œuvrer en faveur de la préservation d'un environnement international propice à la réalisation des engagements que nous avons contractés – la croissance

économique des pays les plus pauvres, l'élimination de l'extrême pauvreté, la consolidation de la paix, le dialogue et la coopération internationale en vue d'un équilibre international, la défense de la vie et l'avenir de la planète.

La crise financière qui fait actuellement rage est mise en évidence par l'instabilité des marchés financiers et la volatilité des mouvements de capitaux, qui mettent en péril notre stabilité économique mondiale. Nous devons préserver le système financier mondial. Il semble nécessaire que nous convenions de nouvelles formes de réglementation financière qui soient efficaces, dignes de confiance et acceptables pour tous. La crise alimentaire a mis des centaines de millions de personnes dans une situation précaire. Il est clair qu'une action urgente est nécessaire pour assurer une production agricole accrue, de manière à répondre aux besoins actuels et futurs. Cela appelle la promotion de politiques agricoles adaptées aux exigences de la situation, des partenariats avec les pays riches et plus avancés au plan technologique et l'assistance technique des organisations internationales; cela signifie qu'il faut s'efforcer de moderniser et d'augmenter la production et la productivité agricoles dans les pays et régions affectés. Je pense en particulier à mon pays et au continent africain.

La hausse des prix du pétrole a créé de sérieux problèmes pour les économies des pays les moins avancés et les pays non producteurs. Je pose la question : pourquoi ne pas envisager des formes de compensation pour les nations les plus pauvres et les plus touchées au vu des énormes surplus financiers accumulés? Certes, un tel acte de justice et de solidarité ne serait pas suffisant. Nous devons donc agir individuellement et collectivement et continuer de promouvoir d'autres solutions énergétiques et une utilisation rationnelle de l'énergie, et encourager une réduction de la dépendance aux combustibles fossiles. Des mesures urgentes sont nécessaires à l'échelle mondiale pour surmonter la grave crise environnementale et trouver des solutions novatrices et sûres pour l'avenir de l'humanité. Tel est le défi que nous devons relever dans l'intérêt de tous pour le futur.

Nous sommes bien sûr d'accord pour dire que l'humanité se trouve à un moment décisif de son histoire qui est clairement en contradiction avec les paradigmes de son passé récent – un moment où un nouveau monde est en train de naître dans la douleur.

Les expériences récentes montrent qu'aucune nation ne peut à elle seule régler les grandes difficultés et les problèmes mondiaux auxquels le monde est confronté. Toutefois, notre institution universelle présente les conditions essentielles et a la responsabilité collective requise pour une telle entreprise. Par conséquent, il incombe à l'ONU d'endosser la mission gigantesque de promouvoir une gouvernance mondiale plus efficace.

Cependant, pour remplir un tel rôle, qui est à présent plus complexe que jamais, l'ONU est appelée à s'adapter aux défis du XXI^e siècle, à exprimer les grands axes de force du monde contemporain et à garantir et transmettre la confiance à tous ses États Membres. En conséquence, le système des Nations Unies doit être réformé et amélioré, mais surtout, la représentativité et la légitimité du Conseil de sécurité doivent être élargies et renforcées d'urgence.

Il y a 35 ans, le 4 septembre 1973, la République de Guinée-Bissau accédait à la souveraineté nationale. Je salue la délégation de ce pays présente dans cette salle. Nous sommes fermement convaincus que notre nation sœur sera en mesure de surmonter toutes les difficultés qu'elle rencontre actuellement et de consolider les fondements de sa stabilité dans le respect du droit.

Permettez-moi également de saluer les récentes élections législatives en Angola et de féliciter le peuple et les autorités de ce pays pour la manière responsable et transparente dont ces élections importantes ont été conduites.

Je voudrais en outre saluer les accords politiques qui ont mis fin à la crise politique au Zimbabwe. Ils témoignent de l'émancipation de notre continent et de son aspiration au progrès, et ils marquent ainsi le début de la nouvelle ère et du nouveau monde que nous désirons tant.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Cap-Vert de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Pedro Rodrigues Pires, Président de la République du Cap-Vert, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Bamir Topi, Président de la République d'Albanie

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République d'Albanie.

M. Bamir Topi, Président de la République d'Albanie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Bamir Topi, Président de la République d'Albanie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Topi (*parle en albanais; interprétation assurée par la délégation*) : C'est un plaisir particulier pour moi de m'adresser à l'Assemblée générale à sa soixante-troisième session. Qu'il me soit permis de féliciter le Président pour son élection à cette fonction importante. L'Albanie se réjouit de collaborer avec lui. Je saisis cette occasion pour l'assurer du plein appui de mon pays. Je voudrais aussi saluer très sincèrement le Secrétaire général Ban Ki-moon pour sa vision et ses efforts constants en vue de revitaliser et de réformer notre Organisation, l'ONU.

Permettez-moi également de confirmer l'attachement de l'Albanie à une Organisation des Nations Unies forte et cohérente, capable de régler avec succès les problèmes qui sont actuellement les nôtres. Nous appuyons sans réserve les initiatives et actions conjointes qui visent à renforcer la paix et la sécurité collectives afin de garantir un développement viable et à long terme pour promouvoir les droits de l'homme et la coopération internationale. Nous estimons que réformer l'Organisation dans tous ses aspects n'est possible que par la coopération, le dialogue et le consensus.

La lutte mondiale contre le terrorisme, en particulier en garantissant une riposte efficace à cette menace collective, exige que l'Organisation des Nations Unies continue de jouer un rôle très important. Mon pays, l'Albanie, s'est activement acquitté de ses responsabilités à cet égard. Conformément à la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies, adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale le 8 septembre 2006, l'Albanie continue d'être un facteur de stabilité dans la région et au-delà grâce à

sa politique à la fois modérée et constructive. Elle fournit des contingents dans le cadre des opérations de maintien de la paix de l'ONU et d'autres organisations de sécurité en Afghanistan, en Iraq, en Géorgie et en Bosnie-Herzégovine. Et elle a récemment déployé 68 personnels militaires au Tchad dans le cadre de la force de maintien de la paix dirigée par l'Union européenne. L'Albanie s'emploie également à renforcer ses capacités nationales de manière à pouvoir accroître sa présence à l'appui de la paix et de la sécurité mondiales en approfondissant sa coopération avec l'ONU dans le domaine des opérations de maintien de la paix.

L'Albanie participe déjà à l'action visant à améliorer la cohérence à l'échelle du système des Nations Unies dans le cadre de la réforme de l'Organisation en s'associant volontiers à l'initiative Unité d'action des Nations Unies. Elle appuie totalement ce projet et travaille activement avec les organismes des Nations Unies à trouver les moyens de développer de nouveaux partenariats dans les domaines du développement, de l'assistance humanitaire et de l'environnement. L'initiative Unité d'action des Nations Unies est menée dans le plein respect de la souveraineté nationale et de la maîtrise nationale du développement et en conformité avec les besoins et les priorités de notre pays, en particulier en matière d'intégration à l'Union européenne et de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Pays pilote, nous sommes parfaitement conscients de la responsabilité qui nous incombe et nous mettrons tout en œuvre pour que cette initiative soit un succès véritable. Dans mon pays, les OMD ne sont pas considérés simplement comme des objectifs de développement. Ils sont aussi perçus comme un moteur de croissance. L'Albanie s'est approprié les OMD au niveau national en élaborant et en suivant pas à pas des directives de mise en œuvre des stratégies de développement de la zone. Elle y a également ajouté un objectif supplémentaire, celui de la bonne gouvernance. Tout en gardant à l'esprit les expériences passées, atteindre les OMD dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire exige l'appui continu des dirigeants nationaux, une utilisation plus efficace des ressources et un partenariat plus étroit entre toutes les parties prenantes, à savoir les gouvernements, la communauté internationale et la société civile.

Nous jouons un rôle très actif au sein de l'Alliance des civilisations, et nous sommes persuadés que cette initiative nous fournit déjà un instrument

politique, dans le cadre de l'ONU, pour consolider la paix au sens le plus large du terme. Dans le prolongement de cet engagement, l'Albanie a mis au point une stratégie nationale pour le dialogue entre les cultures, qui est l'expression d'une tradition d'harmonie et de compréhension totales entre les religions vieille de plusieurs siècles.

Les changements climatiques représentent une préoccupation et une menace mondiale et, en tant que tels, ils touchent également mon pays. L'Albanie estime qu'il s'agit d'une question prioritaire qu'elle évalue dans le cadre de la mise en œuvre de l'initiative Unité d'action des Nations Unies. Elle s'associe avec détermination à la communauté internationale pour relever le défi des changements climatiques mondiaux et contribuer modestement à réduire les quotas d'émissions de manière à garantir un avenir meilleur placé sous le signe d'un développement accru.

La crise alimentaire mondiale continue de représenter l'un des défis les plus complexes auxquels est confrontée l'humanité. Non seulement, elle nuit à la santé et à la survie de millions de personnes aux quatre coins du monde, mais elle menace également directement la stabilité politique et économique en remettant sérieusement en cause la réalisation des OMD. Les causes de cette crise sont nombreuses et complexes. Par conséquent, elles requièrent une riposte cohérente, bien coordonnée et à plusieurs niveaux. Mon pays salue la création par le Secrétaire général de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire.

L'Albanie s'est lancée dans un programme complet de réformes institutionnelles, économiques et juridiques, grâce auquel nous voulons faire de l'Albanie un pays qui attire les investissements étrangers et doté d'un marché ouvert à la libre entreprise. J'ai le plaisir d'indiquer que le dernier rapport de la Banque mondiale place l'Albanie au deuxième rang des pays ayant avec succès procédé, en 2007 et en 2008, à des réformes pour faciliter les pratiques commerciales.

L'Albanie a obtenu le statut de pays à revenu intermédiaire, et je crois que cette avancée doit être consolidée conformément aux nouveaux défis du développement. Notre stratégie nationale de développement d'intégration a orienté notre vision de l'Albanie pour les sept prochaines années, en tant que pays respectant les plus hautes normes de la démocratie, garantissant pleinement les droits de

l'homme fondamentaux, et s'appuyant sur un développement socioéconomique stable pour réaliser son intégration à l'OTAN et à l'Union européenne tout en restant en harmonie avec les OMD. Bref, un pays qui assure une vie meilleure et plus sûre aux générations futures.

L'Albanie peut compter sur une relation solide et irréversible avec l'Union européenne. L'Accord de stabilisation et d'association nous sert de guide, et notre objectif majeur est désormais la conclusion de l'accord de ratification d'ici à la fin de l'année. Les pays européens et la Commission européenne ont réalisé des investissements considérables en Albanie. Nous avons répondu à cette contribution non seulement par une gratitude toute naturelle, mais également par des engagements concrets et des programmes de travail conjoints et coordonnés dans les domaines de la bonne gouvernance, du fonctionnement des institutions, de la croissance économique ainsi que de la lutte contre le crime organisé et la corruption.

La marche de l'Albanie vers la pleine intégration euro-atlantique recueille le large soutien de l'opinion publique albanaise et de sa classe politique. De manière plus spécifique, l'invitation à rejoindre l'OTAN qui nous a été faite au Sommet de Bucarest, la signature le 8 juillet 2008 de l'alliance et des protocoles y afférents et le processus de ratification actuellement en cours sont autant d'événements historiques pour l'Albanie et de signes traduisant la nouvelle réalité tangible du pays. L'Albanie y répondra avec un sens des responsabilités et une détermination renforcés vis-à-vis des obligations qui découlent d'une adhésion à part entière à l'alliance, et qui serviront la paix et la sécurité non seulement dans les Balkans mais aussi dans toute la région méditerranéenne et au-delà.

L'Albanie accorde une attention particulière au renforcement des relations régionales multilatérales. Elle encourage sincèrement le processus de coopération régionale en se montrant un partenaire actif de toutes les initiatives entreprises en Europe du Sud-Est. Cet engagement permet de promouvoir les relations de bon voisinage, de renforcer la sécurité, d'établir la confiance entre les pays de la région, et d'assurer la stabilité et la pleine intégration de tous les pays de la région aux structures euro-atlantiques.

Des défis tels que la lutte contre le terrorisme, le crime organisé, la prolifération des armes et la gestion des frontières sont tous de nature interdépendante et ne peuvent être surmontés que par des actions, des

initiatives et des engagements communs. Nous continuerons à jouer un rôle constructif dans notre intérêt et dans celui de notre région tout entière.

L'Albanie estime que la création de l'État indépendant et souverain du Kosovo est l'un des événements historiques les plus importants de notre région en ce début de siècle. Un Kosovo démocratique et indépendant, tourné vers l'intégration euro-atlantique, constitue la solution juste et la plus durable. C'est l'exemple de l'investissement le plus réussi réalisés par la communauté internationale en faveur de l'instauration de l'état de droit, de la stabilité à long terme et de la paix et du développement dans les Balkans et au-delà.

L'indépendance du Kosovo libère enfin cette région de l'Europe du cauchemar de la guerre, des conflits interethniques et du nettoyage ethnique et du génocide. Elle réalise et respecte la volonté librement exprimée de la population de se défaire de l'oppression politique, des injustices historiques et de l'incapacité de se développer. Le Kosovo n'est plus dirigé par une Yougoslavie en faillite, ni par les nouveaux Yougoslaves modérés. Elle est régie par les principes d'une Europe civilisée et de l'ONU, l'Organisation universelle.

L'Albanie encourage le peuple et le Gouvernement kosovars dans leur détermination à édifier une société pluriethnique et démocratique où chaque citoyen, quelle que soit son appartenance ethnique, aura le sentiment d'être libre chez lui et sur sa terre. La nouvelle Constitution du Kosovo et les propositions de M. Ahtisaari répondent aux normes les plus élevées en matière de droits de l'homme et offrent une protection généralisée à toutes les communautés qui vivent au Kosovo, en particulier les Serbes.

Nous sommes convaincus que, conformément aux directives du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, toutes les mesures nécessaires seront prises aussi rapidement que possible : la présence de l'ONU sera restructurée et la Mission État de droit menée par l'Union européenne au Kosovo – EULEX – couvrira l'ensemble du territoire du Kosovo, ce qui évitera ainsi toute vacance de pouvoir et la superposition de compétences et empêchera toute tentative visant à faire régresser ce processus euro-atlantique, d'où qu'elle vienne.

L'Albanie juge infondés les efforts visant à établir un parallèle entre le Kosovo et les régions de la Géorgie que sont l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud.

Nombreux sont les arguments d'ordre historique, judiciaire, constitutionnel, politique et démographique qui prouvent que le cas du Kosovo est unique en son genre – un cas *sui generis* – et que la solution trouvée est également exceptionnelle. Ainsi donc, il ne peut et ne saurait servir de modèle pour régler les autres conflits de la région ou d'ailleurs. Toute entreprise politique, économique, militaire ou diplomatique menée contre la consolidation du Kosovo serait une tentative vaine contre son processus d'intégration à l'OTAN et à l'Union européenne, ce qui nuirait aux investissements et au progrès dont nous avons un grand besoin direct et ne présenterait aucun avantage pour l'Union européenne. Il ne faut pas laisser les rêves de l'histoire assombrir la vision de l'avenir.

L'Albanie est convaincue que la reconnaissance du nouvel État du Kosovo est dans l'intérêt du Kosovo, de l'Albanie, de la Serbie et de tous ses voisins, proches et distants. C'est dans l'intérêt de la région européenne et méditerranéenne. C'est pourquoi le Kosovo – cette nouvelle réalité politique, économique et sociale – mérite sans réserve d'être Membre de l'ONU le plus tôt possible. Je demande à l'Assemblée de faire preuve de réalisme et d'accepter ce fait nouveau irréversible en reconnaissant et en appuyant sans réserve la République du Kosovo.

L'Albanie reste déterminée à coopérer avec l'ONU et à enrichir et réaliser ses idéaux en faisant pleinement confiance au rôle actif de la communauté internationale face aux problèmes mondiaux actuels. Pour remplir cette mission, nous devons tous être prêts à appuyer cette Organisation, qui incarne non seulement les valeurs universelles, mais aussi les aspirations de l'humanité.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République d'Albanie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Bamir Topi, Président de la République d'Albanie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Le Président assume de nouveau la présidence.

**Allocution de M. Óscar Arias Sánchez,
Président de la République du Costa Rica**

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va entendre une allocution du Président de la République du Costa Rica.

M. Óscar Arias Sánchez, Président de la République du Costa Rica, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Óscar Arias Sánchez, Président de la République du Costa Rica, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

Le Président Arias Sánchez (*parle en espagnol*) : Monsieur le Président, c'est avec la fierté d'un frère que j'ai appris que vous avez été élu Président de l'Assemblée générale. Il y a 21 ans, c'est la guerre en Amérique centrale qui nous a fait nous connaître. Aujourd'hui, la paix nous permet de nous retrouver. Au nom du peuple costaricien et en mon nom propre, veuillez bien accepter les salutations d'un frère d'Amérique centrale.

Je suis venu ici parler avec le sentiment d'urgence que ressent tout dirigeant dans les moments décisifs de l'histoire. Cette année n'est pas une année comme les autres. Alors que nous tenons cette Assemblée générale, des millions de personnes qui, auparavant, pouvaient satisfaire leurs besoins essentiels se retrouvent de nouveau confrontées à la pauvreté. La faim, ce monstre abominable que durant tant d'années nous avons laissé échapper, est revenue hanter les rêves de l'humanité. Le pessimisme et le désespoir se sont emparés de nos économies, et comme à l'accoutumée, ce sont les plus démunis qui en paient les conséquences. Les dépenses militaires mondiales se chiffrent à 3,3 milliards de dollars par jour, mais l'aide internationale continue d'arriver au compte-gouttes aux pays les plus pauvres, tandis que les pays à revenu intermédiaire ne reçoivent rien. Des cyclones violents et de fortes sécheresses viennent nous rappeler que la planète réagit face à notre irrationalité, et le temps qui nous reste est peut-être un compte à rebours si nous ne faisons rien pour changer la situation.

Il se peut qu'aucune autre Assemblée générale n'ait examiné des thèmes aussi mondiaux que la présente. Notre interdépendance a exacerbé notre vulnérabilité, mais c'est là également que réside notre force. Hier, une nation pouvait détourner son regard des souffrances qui se produisaient loin d'elle et ne pas se préoccuper des malheurs d'autrui. Aujourd'hui, cela n'est plus possible. Toutes les victoires sont partagées, et tous les échecs sont collectifs.

L'homme, mû par la faim, abat les arbres de la forêt vierge de l'Amazonie, nous privant sans le savoir d'une fraction de l'air que nous respirons dans cette salle. En Europe, la mère de famille qui a dû limiter ses achats de nourriture par manque d'argent a, sans le savoir, un impact sur l'économie de toutes les nations du monde. L'enfant en Afrique qui abandonne l'école par manque de ressources détermine sans le savoir les prestations futures de notre espèce. Cela nous concerne tous, et pour la première fois de l'histoire peut-être, personne ne peut tourner son regard dans une autre direction. Nous sommes assis tout à la fois sur le banc des accusés et sur celui des accusateurs, dans le public et sur le fauteuil du juge.

Il nous faut tirer parti de ce moment, où l'égalité entre les nations apparaît clairement lorsqu'elles sont confrontées aux mêmes défis. Nous ne pourrions aborder nos réalités si nous ne les connaissons pas en profondeur. Nous ne pourrions pas faire rayonner la raison sur terre tant que des régions seront, à dessein, laissées dans l'ombre. Si nous voulons relever sérieusement les défis qui se présentent aujourd'hui à nous, il est juste que, comme le vieux personnage du récit de Charles Dickens, nous ouvrons les yeux sur notre passé, notre présent et notre avenir; nous devons garantir la paix et la justice pour le passé, la paix et le développement pour le présent et la paix et la nature pour l'avenir.

Dans le préambule de la Charte des Nations Unies, les États Membres de cette Organisation se sont engagés à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice. De ces conditions, la plus fondamentale est peut-être la volonté : la volonté d'exiger le respect des obligations; la volonté de faire entendre sa voix face aux violations du droit international; mais avant tout, la volonté de ne pas laisser passer inaperçus les faits qui constituent un affront à l'humanité.

Le mal ne vient pas uniquement de l'action. Il vient surtout de l'omission. Se taire quand les crimes sont graves et les responsabilités sont claires, ce n'est pas être neutre mais prendre le parti des agresseurs. Notre passé récent est marqué par des crimes terribles et restés impunis, qui ne réclament pas la vengeance mais la justice. Nous ne pouvons pas banaliser le mal. Si nous voulons éviter que ne se répètent les douloureuses expériences du Kosovo et de la Bosnie, du Rwanda et du Kampuchea, il est alors temps que la communauté internationale insiste pour que les auteurs des crimes commis au Darfour soient traduits devant la

Cour pénale internationale. Le Costa Rica s'opposera à toute tentative pour emprunter une autre voie, car c'est la voie de la paix, et parce que le pardon se fonde sur le souvenir et non sur la dissimulation; et la paix ne sera possible que par la mémoire. Nous devons comprendre, selon les paroles d'Elie Wiesel, que « la mémoire du mal servira de bouclier contre le mal; la mémoire de la mort servira de bouclier contre la mort ».

Si l'esprit du passé nous pousse à exiger que les auteurs de violations des droits de l'homme assument leurs responsabilités, l'esprit du présent nous pousse quant à lui à veiller au respect de ces droits. Les gouvernements peuvent faire indirectement du tort à leur population de nombreuses manières, et l'une d'elles, sans doute aucun, réside dans leurs dépenses militaires excessives. En particulier dans les pays en développement, chaque missile de longue portée, chaque hélicoptère de combat, chaque char de guerre, constitue le symbole des besoins de nos peuples dont la satisfaction est reportée. Dans un monde où le sixième de la population vit avec moins d'un dollar par jour, dépenser 1,2 trillion de dollars en armes et en soldats est un affront et un symptôme de l'irrationalité, car la sécurité d'un monde qui satisfait à ses besoins est plus certaine que celle d'un monde armé. L'Amérique latine n'échappe guère à ce phénomène. L'an dernier, les dépenses militaires de l'Amérique latine ont atteint 39 milliards de dollars, dans une région qui pourtant n'a jamais été aussi pacifique et aussi démocratique.

Jamais je n'ai vu une telle distorsion des valeurs ni un tel égarement par rapport aux priorités. Une petite portion des dépenses militaires mondiales permettrait de fournir de l'eau potable à l'ensemble de l'humanité, à installer l'électricité dans tous les foyers, à parvenir à l'alphabétisation universelle et à éradiquer toutes les maladies évitables. Je ne parle pas de l'utopie d'un monde sans armée. Malheureusement, cette idée n'est pas encore mûre. Je parle de pourcentages minimaux d'une dépense qui peut et doit être réduite, sans pour autant porter préjudice à la capacité de défense des pays – en particulier des pays en développement. C'est la raison pour laquelle mon gouvernement a fait connaître le Consensus du Costa Rica, une initiative prévoyant la création de mécanismes d'annulation des dettes et d'appui avec des ressources financières internationales aux pays en développement qui investissent de plus en plus dans la protection de l'environnement, dans la santé, l'éducation, le logement de sa population, et de moins

en moins dans les armes et l'armée. Je suis persuadé que cela, plus que tout l'argent destiné actuellement à nos armées, permettra un développement accru, une meilleure sécurité et une paix plus solide. Aujourd'hui, je demande humblement aux membres d'appuyer cette initiative.

Je demande également aux membres d'appuyer le Traité sur le commerce des armes que le Costa Rica promet au sein de cette Organisation, et dont l'objectif est d'interdire aux pays de transférer des armes à des États, des groupes ou des individus s'il existe des raisons suffisantes de penser que ces armes seront utilisées pour violer les droits de l'homme ou le droit international, ou pour entraver le développement durable. Le pouvoir de destruction des 640 millions d'armes légères et de petit calibre qui existent dans le monde, et qui dans leur grande majorité sont aux mains de civils, mérite la même attention, ou davantage d'attention que les dépenses militaires.

Mais quelle que soit l'urgence d'assurer le développement actuel de nos peuples, il est tout aussi important d'assurer leur développement à venir. L'esprit de l'avenir, tel qu'on l'envisage, nous présente une image désolante. Imaginez un désert dont on ne pourrait voir les limites, une terre si craquelée qu'on ne pourrait la fouler à cause des températures infernales. Imaginez une planète où la vie aurait été déplacée et où seuls les cafards, ou peut-être même pas ces derniers, pourraient survivre. Imaginez un monde dont la palette de couleurs, jusqu'à présent infinie, serait réduite à des teintes de gris et de bruns foncés. Imaginez un air vicié, impossible à respirer. « Ceci n'est pas un mauvais plagia du délire de Jean dans son exil à Patmos », comme le disait dans un discours Gabriel García Márquez. Je ne décris pas l'apocalypse, mais tout simplement le monde qui nous attend si nous ne prenons pas, immédiatement, de mesures pour déclarer « la paix avec la nature ».

Il y a 60 ans, un Costaricien visionnaire et courageux, José Figueres Ferrer, a aboli l'armée dans mon pays. Ce qui était alors le quartier général des forces armées costariciennes est aujourd'hui notre principal musée national. Nos enfants, qui n'ont jamais vu marcher une colonne de soldats, ne connaissent que les colonnes de fourmis. Les jeunes Costariciens ne connaissent pas la différence entre tel ou tel missile, entre tel ou tel avion de combat, mais ils peuvent faire la distinction entre les arbres de la forêt, ils peuvent faire la distinction entre les animaux de la mer et entre l'énergie éolienne, l'énergie hydraulique et l'énergie

solaire. Notre nation est une nation de paix avec les êtres humains, mais nous aspirons également à être une nation de paix avec toutes les formes de vie.

Le Costa Rica compte devenir un pays sans émissions nettes de carbone d'ici à 2021. L'année dernière, en plantant cinq millions d'arbres, nous sommes devenus la nation comptant le plus d'arbres par habitant et par kilomètre carré dans le monde. En 2008, nous en planterons 7 millions de plus. Nous menons une croisade internationale contre le réchauffement planétaire et la destruction de l'environnement, particulièrement des forêts primaires. Aujourd'hui, je demande aux membres de cette Assemblée de nous accompagner dans cette croisade.

La marche de l'humanité dans l'histoire n'est ni linéaire ni continue. Elle est semée de détours, de chutes, de régressions douloureuses. Comme dans l'œuvre de Pedro Calderón de la Barca, « La vie est un rêve », un matin, nous naissons princes, le lendemain, nous ne sommes plus que des mendiants. Mais dans la vie, tout n'est pas un rêve. Nous avons à notre actif des réussites concrètes, des réussites indiscutables dans l'histoire de l'homme. Cette Organisation en est une. Ses Membres me diront que l'ONU a pour fondements la recherche de la paix, l'entente entre les peuples, le respect du droit international. Tout cela est vrai. Mais j'ose dire que cette Organisation est avant tout fondée sur l'espoir. L'espoir que nous irons toujours plus haut, que notre avenir sera meilleur, qu'il existe une terre promise au-delà des déserts de violence et d'injustice que nous avons réussi à traverser avec tant de courage.

J'assure cette Assemblée que si nous affrontons l'esprit de notre passé, de notre présent et de notre futur; que si nous bâtissons une paix fondée sur la justice, le développement et la nature; que si nous refusons l'oubli, la course aux armements et la destruction de l'environnement, nous parviendrons un jour à cette terre promise, et nos enfants et les enfants de nos enfants ne seront plus jamais des mendiants dans le royaume de leurs rêves.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Costa Rica de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Óscar Arias Sánchez, Président de la République du Costa Rica, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Point 8 de l'ordre du jour (*suite*)

Débat général

Allocution de S. E. M. Bayar Sanj, Premier Ministre de la Mongolie

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de la Mongolie.

M. Bayar Sanj, Premier Ministre de la Mongolie, est escorté à la tribune.

Le Président (*parle en anglais*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Bayar Sanj, Premier Ministre de la Mongolie, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée.

M. Sanj (*parle en anglais*) : Cette session de l'Assemblée générale a lieu à un moment où la communauté internationale doit faire face à d'immenses défis et à des menaces beaucoup plus complexes. Les problèmes mondiaux, tels que la pauvreté, la violence, les inégalités et les disparités, le terrorisme, les catastrophes naturelles et d'autres problèmes critiques, ont été aggravés par la crise mondiale actuelle dans les domaines des finances, de l'alimentation et de l'énergie. Étant donné que l'univers est de plus en plus mondialisé et interdépendant, la solution à ces problèmes passe nécessairement par une action concertée de notre part.

Le thème principal de cette session, à savoir, les conséquences de la crise alimentaire mondiale sur la pauvreté et la faim dans le monde, est tout à fait opportun. Des hausses brutales des prix des produits alimentaires de base conduisent à une crise alimentaire mondiale. Aujourd'hui, des millions de personnes vulnérables dans les pays pauvres, qui essayaient déjà de survivre, sont confrontés à des difficultés encore plus grandes. Nous subissons un revers tragique, avec plus de 75 millions de personnes supplémentaires qui souffrent à leur tour de la faim et de la pauvreté à cause de la crise alimentaire. Les difficultés économiques créées par l'envolée des prix des produits alimentaires sont impressionnantes. Elles se traduisent par une hausse des taux d'inflation, engendrent le protectionnisme économique, et entravent davantage le développement économique des pays en développement. Ces pays doivent également faire face à des conséquences macroéconomiques importantes compte tenu du lien indissociable entre les hausses des prix alimentaires et le taux d'inflation général.

Le Gouvernement mongol, reconnaissant la nécessité urgente de résoudre la crise alimentaire, a pris les mesures nécessaires tant au niveau de la prise de décisions que sur le plan pratique, afin d'atténuer ses graves incidences sur les couches vulnérables de la population. Mon gouvernement a fait de cette année l'Année de l'approvisionnement et de la sécurité alimentaires et il s'est fixé trois objectifs principaux : stimuler la production alimentaire pour réduire la dépendance du pays vis-à-vis des importations; sensibiliser la population sur la qualité de l'alimentation; et assurer dans le pays une production et un traitement sûrs des produits alimentaires.

Pour réaliser le premier objectif, j'ai lancé au début de l'année la troisième campagne nationale de remise en état des cultures ou de mise en valeur de terres vierges afin de relancer la production agricole nationale. Cette campagne devrait permettre à la Mongolie d'assurer son autosuffisance avec les principaux produits alimentaires de base d'ici à 2010.

Tous les pays du monde subissent de plein fouet les hausses des prix du pétrole. Dans notre cas, la situation est aggravée par le fait que l'augmentation des prix du pétrole importé tend à se répercuter sur l'ensemble des prix. Dans beaucoup de pays, le charbon reste la première source d'énergie utilisée pour l'électricité et le chauffage. L'utilisation de technologies inefficaces de combustion du charbon provoque une pollution de l'air, ce qui a des effets négatifs sur la santé de la population et l'environnement. La recherche, la mise au point et l'application de technologies non polluantes sont donc des priorités en matière d'énergie pour les pays producteurs de charbon tels que la Mongolie.

Le moyen le plus efficace d'atténuer ces facteurs est d'améliorer notre rendement énergétique et de diversifier les sources d'énergie. À cet égard, la Mongolie félicite les États Membres et les organisations internationales pour les efforts qu'ils déploient dans les domaines de la recherche, du développement et du transfert de technologie énergétiques novatrices telles que les sources renouvelables, les technologies propres et à faible teneur en carbone et nucléaires. Ces efforts sont cruciaux au moment où nous nous efforçons de réduire notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles. Assurer la sécurité énergétique est un défi qui nécessite une solution d'ensemble tant à l'échelle nationale qu'internationale. Étant donné qu'aucun pays n'est doté de toutes les sources d'énergie possibles ni ne les

a développées, chacun a intérêt à coopérer en matière d'énergie et peut apporter sa contribution.

La Mongolie accorde une priorité particulière à la coopération en matière d'énergie dans notre région. Nous avons déjà jeté les fondements institutionnels de cette coopération en organisant régulièrement les séances du Comité des responsables de haut niveau de la coopération énergétique en Asie du Nord-Est. La première session de ce Comité, accueillie par le Gouvernement mongol en novembre 2005, a établi le mécanisme intergouvernemental de coopération en matière d'énergie en Asie du Nord-Est.

Tavan Tolgoi, l'immense projet de cokerie mongole, doit jouer un rôle important dans le cadre de cette coopération sous-régionale. Conjugée aux efforts en cours pour mettre en œuvre l'Initiative de mise en valeur du fleuve Tumen, cette coopération sous-régionale dans le secteur énergétique pourrait améliorer les perspectives d'intégration économique en Asie du Nord-Est, qui est l'une des régions les plus dynamiques et les plus diversifiées du monde.

Depuis l'adoption des objectifs du Millénaire pour le développement en 2000, nous avons fait plus de la moitié du chemin pour les mettre en œuvre. Les progrès réalisés à l'échelle mondiale sont très disparates. Certains pays sont plus avancés dans la mise en œuvre tandis que d'autres sont en retard sur tous les objectifs ou la majorité d'entre eux. Il faut donc d'urgence promouvoir une coopération mondiale efficace pour aider les pays à la traîne à atteindre les objectifs fixés pour 2015. À cet égard, ma délégation se réjouit du débat de haut niveau qui se tiendra demain, et espère qu'il débouchera sur des engagements audacieux et spécifiques orientés vers l'action.

Avec ses gisements importants de charbon, de cuivre, d'or, de molybdène et d'uranium, en grande partie encore inexploités, la Mongolie a une occasion sans précédent de s'engager sur la voie d'une croissance économique et d'un développement durable rapides si elle parvient à surmonter les divisions partisans qui ont trop souvent entravé les progrès dans le passé. Je pense en effet aux deux grands partis politiques qui, fait sans précédent, ont dépassé leurs divergences de longue date et formé un gouvernement d'unité nationale il y a quelques jours seulement à l'issue des cinquièmes élections démocratiques générales qui se sont tenues le 29 juin.

Selon les résultats de ces élections, jugées justes et régulières par 80 observateurs de plus de 20 pays, mon parti, le Parti révolutionnaire populaire de la Mongolie, a obtenu une majorité indéniable au Parlement avec 45 sièges sur 76. Toutefois, face à la nécessité impérieuse de forger un consensus national sur les grandes questions de développement, le Parti révolutionnaire populaire de la Mongolie a décidé de renoncer volontairement à son droit de former unilatéralement son propre gouvernement et a conclu un accord avec le Parti démocratique mongol. La décision historique de nos deux partis de travailler main dans la main illustre notre attachement au bien-être et à la prospérité du peuple mongol.

Je l'appelle le quatrième choix historique de mon peuple ces cent dernières années, après la Déclaration de l'Indépendance en 1911, l'abolition de la féodalité en 1921-1924 et l'instauration de la démocratie en 1990. Je suis convaincu que cette unité contribuera substantiellement à une conjugaison de nos efforts afin que nous réussissions tous à réaliser les OMD d'ici à 2015 et la stratégie nationale de développement fondée sur les OMD d'ici à 2021, ce qui améliorera considérablement le niveau de vie des populations et placera la Mongolie dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire.

À l'heure de la mondialisation, aucune nation ne peut atteindre les objectifs qui lui ont été fixés par ses

propres moyens. Cela est vrai également pour la Mongolie. Une participation constructive aux affaires du monde par le biais des mécanismes de coopération multilatéraux, l'ONU jouant un rôle de chef de file, et une meilleure intégration dans l'économie mondiale demeureront les pierres angulaires de la politique étrangère mongole. Je comprends bien que l'existence d'un monde stable, pacifique et prospère est une condition sine qua non pour que mon gouvernement ou tout autre gouvernement puisse tenir les promesses qu'il a faites à son peuple.

Cela étant, je voudrais répéter que la Mongolie est fermement résolue à poursuivre sa participation active aux travaux de l'ONU et des autres organisations et processus multilatéraux, et réaffirme notre attachement à l'Organisation mondiale en tant qu'instrument central de coordination des efforts déployés collectivement par la famille des nations pour relever les défis complexes du moment.

Le Président (*parle en anglais*): Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de la Mongolie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Bayar Sanj, Premier Ministre de la Mongolie, est escorté de la tribune.

La séance est levée à 20 h 40.